

Médiatisation des idéologies politiques
dans la crise ivoirienne

L'auteur

Oumar N'Tchabétien Silué, Département d'anthropologie et de sociologie de l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire).

Consortium for Development Partnerships

Le programme CDP a démarré en Juillet 2004 et regroupe une quinzaine de centres de recherche, d'universités et d'organisations de la société civile dont le but principal est de mener conjointement des recherches, des dialogues politiques et des activités de renforcement des capacités sur les thématiques de la gouvernance, de la réduction de la pauvreté et du développement en Afrique de l'Ouest. Le programme CDP constitue aussi un cadre d'analyse et de référence pour les questions du développement économique, de la démocratie et de la résolution des conflits.

Il s'agit également pour ce consortium de mettre à la disposition des pays de la sous-région ouest-africaine de nouvelles perspectives sur les défis auxquels elle doit faire face, ainsi que des données de référence, des éléments d'information qui ont une utilité spécifique par rapport aux questions de la démocratie et de la gouvernance. Le Consortium permet ainsi à des chercheurs africains, à des institutions de recherche ou à des organisations de la société civile ou organisations sous-régionales telles que la CEDEAO de bénéficier d'un réseau unique en son genre intégrant recherche et politique, et qui donne des opportunités pour un échange international.

Chaque institution membre du programme CDP joue un rôle majeur dans au moins un des 8 projets du consortium que sont :

1. Local Governance and Decentralization
2. Access to Justice and the Rule of Law
3. Media and Voice in Democracy
4. Entrepreneurship in Agribusiness for Development
5. Local Dynamics of Conflict and Peacebuilding
6. ECOWAS and the Regional Dynamics of Conflict & Peacebuilding
7. Financing Democracy
8. Modelling Success in Governance and Institution Building.

Rapports de recherche du CODESRIA : No. 15

CONSORTIUM FOR DEVELOPMENT PARTNERSHIPS
CONFLITS ET CONSTRUCTION DE LA PAIX EN AFRIQUE

**Médiatisation des idéologies politiques
dans la crise ivoirienne**
**Le rôle des espaces de discussion de rue
à Abidjan**

Oumar N'Tchabétien Silué



Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
DAKAR



African Studies Centre
LEIDEN

© CODESRIA 2012

Publié par le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV
BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal, Site web: www.codesria.org

En collaboration avec
African Studies Centre Pieter de la Courtgebouw / Faculty of Social Sciences, Wassenaarseweg 52, 2333 AK
Leiden PO Box 9555, 2300 RB Leiden, The Netherlands, www.ascliden.nl

ISBN : 978-2-86978-507-6

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emmagasinage d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

Mise en page : Sérissime Ajavon
Couverture : Ibrahima Fofana
Impression : Imprimerie Saint-Paul, Dakar, Sénégal

Cette publication est un rapport de recherche produit pour le Consortium for Development Partnerships (CDP) conjointement coordonné par le Northwestern University, Evanston, USA et le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), Dakar, Sénégal pendant sa première phase (2004-2008). La deuxième phase (2009-2012) est coordonnée par le CODESRIA et le Centre d'Études africaines, Leiden, Pays-Bas.

Le Secrétariat et la gestion du programme CDP sont actuellement assurés par le CODESRIA. Pour plus d'informations, veuillez visiter le site web du CODESRIA : www.codesria.org

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche et de créer plusieurs forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche ainsi à lutter contre la fragmentation de la recherche dans le continent africain à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent toutes les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui se trouve être la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani* qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie*, la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJRI)* et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la *Revue Africaine des Médias; Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*; *L'Anthropologue africain* ainsi que *Sélections Afro-Arabs pour les Sciences Sociales*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution, sont aussi diffusés à travers les « Documents de travail », le « Livre Vert », la « Série des Monographies », la « Série des Livres du CODESRIA », les « Dialogues Politiques » et le *Bulletin du CODESRIA*. Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible au www.codesria.org

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence Norvégienne de Développement et de Coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), à TrustAfrica, à l'UNICEF, à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Sommaire

<i>Liste des sigles</i>	vii
<i>Avant-propos</i>	viii
1. Introduction	1
2. Approche Méthodologique	3
Questions de recherche	3
Objectifs de la recherche	3
Champ géographique de l'étude et sélection des enquêtés	3
Techniques de collecte des données	4
Difficultés de l'étude	6
3. Contexte socio-économique, politique et militaire	9
Des préjugés coloniaux au service d'entrepreneurs politiques	9
Ouverture du marché politique	11
Contingences économiques	13
Contexte militaire	14
4. Médiatisation des idéologies politiques dans le conflit en Côte d'Ivoire : le rôle des espaces de discussion de rue	19
Présentation des espaces de discussion de rue	19
Stratégies de diffusion des idéologies politiques	24
Codes de communication et mobilité des acteurs	30
5. Conclusion	43
<i>Notes</i>	45
<i>Bibliographie</i>	47



Liste des sigles

AGOA	African Growth and Opportunity Act
APWE	Association des Patriotes Wê
CD	Compact Disc
CURDIPHE	Cellule Universitaire de Recherche et de Diffusion des idées et actions Politique du Président Henri Konan Bédié
FENAPCI	Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire
FESCI	Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire
FLGO	Front de Libération du Grand Ouest
FPI	Front Populaire Ivoirien
FLGO	Front de Libération du Grand Ouest
FS-LIMA	Forces Spéciales LIMA
ICG	International Crisis Group
MINUCI	Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire
MPIGO	Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest
MPCI	Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire
MPME	Mouvement des Petites et Moyennes Entreprises
PME	Petites et Moyennes Entreprises
RDR	Rassemblement Des Républicains
RFI	Radio France Internationale
TPCA	Tout Puissant Congrès d'Abobo
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOPACI	Union Nationale des Orateurs des Parlements et Agoras de Côte d'Ivoire
UPERGO	Union des Patriotes Résistants du Grand Ouest



Avant-propos

Cette recherche a été effectuée avant l'élection présidentielle du 28 novembre 2010. Depuis lors, bien de choses ont changé comme tout le monde le sait. Cette dynamique n'est pas prise en compte dans cet ouvrage.



1

Introduction

La guerre qui a éclaté en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002 a consacré la multiplication des espaces de discussion de rue. La situation de crise a également renforcé la vitalité de ces espaces qui exercent aussi bien en zone gouvernementale qu'en zone sous contrôle des forces nouvelles. De façon générale, ce sont les quartiers populaires qui abritent ces regroupements de populations constituées en majorité de jeunes.

Si ces espaces partageaient en commun un idéal de défense de la mère patrie, il n'en demeure pas moins qu'ils évoluaient en deux blocs distincts : les « agoras », « parlements », « Congrès » et « Sorbonne », proches du parti au pouvoir, le Front Populaire Ivoirien (FPI) et les « grins », dont l'idéologie les rapproche de l'opposition, notamment du Rassemblement des Républicains (RDR).

Les modalités de fonctionnement diffèrent d'un espace à un autre. Les « agoras » et les « parlements » accueillent de nombreuses personnes qui suivent les discours d'orateurs dont la voix est souvent portée par un matériel de sonorisation (mégaphones, hauts parleurs et microphones). Les « grins », plus discrets et moins importants sont constitués par des rassemblements dont le nombre n'excède pas 30 personnes.

Depuis 2002, les espaces de discussion de rue se présentent comme des acteurs importants dans le champ politique ivoirien. Leurs interventions précèdent ou font un écho retentissant aux actions des partis politiques. Du reste, quand ils ne sont pas accusés d'être à l'origine des troubles que traverse la Côte d'Ivoire, ils sont perçus comme des instruments politiques mobilisés pour exacerber les

antagonismes. Ainsi, ces espaces de discussion de rue se développent de plus en plus comme des instruments de diffusion des idéologies politiques construites par les partis et mouvements politiques en opposition dans le conflit armé. Le présent rapport tente de rendre compte de l'investissement politique de ces espaces de discussion de rue dans le conflit politique en Côte d'Ivoire.

2

Approche méthodologique

Questions de recherche

La recherche est structurée autour des questions suivantes :

- (i) Quelles sont les interconnexions qui existent entre les acteurs politiques et les espaces de discussion de rue ?
- (ii) Quelle est l'identité politique des acteurs des espaces de discussion de rue ?
- (iii) Quels sont les codes de communication mobilisés ?
- (iv) Quelles sont les idéologies particulières défendues par les espaces de discussion de rue ?

Objectifs de la recherche

Objectif général

De façon générale, cette étude vise à comprendre le rôle des espaces de discussion de rue dans la promotion des idéologies politiques et le formatage des imaginaires politiques en Côte d'Ivoire.

Objectifs spécifiques

Plus particulièrement, cette étude cherche à :

- montrer que les espaces de discussion de rue épousent les idéologies particulières défendues par les partis politiques ;
- identifier et décrire les codes de communication utilisés et leurs implications idéologiques.

Champ géographique de l'étude et sélection des enquêtés

La présente étude s'intéresse aux espaces de discussion de rue en général, notamment ceux qui sont localisés dans la ville d'Abidjan. Le champ géographique de la recherche se situe dans trois communes du District d'Abidjan.

Au Plateau, nous avons porté notre choix sur la « Sorbonne nationale ». Matrice de tous les autres EDR à Abidjan et à l'intérieur du pays, la « Sorbonne » présente de par son histoire l'évolution du rôle des EDR dans la diffusion des idéologies politiques en Côte d'Ivoire.

La Sorbonne est un espace qui permet d'appréhender les différents changements qui se sont opérés dans tous les autres lieux de discussion. Il est possible d'y déterminer la période à laquelle ces espaces ont été investis par la politique.

C'est le « Tout Puissant Congrès d'Abobo », qui a été sélectionné dans la commune d'Abobo. Une vaste superficie de terrain vague, situé à « Abobo avocatier » accueille le plus grand « parlement » de Côte d'Ivoire. Il reçoit une forte concentration humaine qui, en cas de crise, mobilise le plus gros contingent de manifestants. A Abobo Sagbé, un « grin » a fait l'objet de notre intérêt. Parmi les nombreux « grins » qu'on dénombre sur la voie, il est l'un des rares à regrouper des jeunes qui échangent avec de la musique en fond sonore. La plupart de ses membres ont tous grandi dans le quartier et y travaillent.

Trois « grins » exercent sur la voie *djolème*, à Adjamé. L'un d'entre eux a attiré notre attention. Il est constitué de jeunes presque tous diplômés de l'université et des grandes écoles. De plus, il est situé au quartier Marie-Thérèse qui est le centre de tous les enjeux des acteurs politiques en période électorale.

Nous avons décidé d'interroger les leaders de ces EDR, de même que certains membres. Nous entendons par leaders, les personnes habilitées à prendre la parole devant le public. Les membres sont les personnes qui ont adhéré à ces organisations et qui participent à leurs activités.

Techniques de collecte des données

La méthode ethnographique mise à contribution dans le cadre de cette recherche fait intervenir l'observation participative et les entretiens. L'observation permet de recueillir des informations relatives au fonctionnement des espaces de discussion de rue. Elle permet d'appréhender, *in situ*, les symboles révélés par les codes de communication. Les entretiens ont donné lieu à des conversations

formelles menées sur la base d'un guide d'entretien structuré autour des thèmes suivants :

(i) Présentation des espaces de discussions de rue

- (a) Historique de l'organisation
- (b) Les événements qui ont présidé à sa création
- (c) La biographie des leaders et de quelques acteurs centraux
- (d) Les objectifs

(ii) Organisation et fonctionnement

- (a) Le matériel (humain, financier, technique) mobilisé pour les manifestations
- (b) Les sources de financement
- (c) Description d'une manifestation

(iii) Construction et diffusion des discours

- (a) Techniques de préparation et de diffusion des discours
- (b) La documentation mise à contribution
- (c) Les stratégies de diffusion des mots d'ordre
- (d) La valeur symbolique du matériel (tenue vestimentaire, drapeau, surnoms, musique, etc.)

(iv) Rapports des espaces de discussions de rue avec la sphère politique

- (a) Leur conception de la politique
- (b) Leur degré de rapprochement avec les acteurs politiques
- (c) Leur définition de la démocratie, de la nationalité, du patriotisme et de la nation
- (d) Les perceptions de leur rôle dans le champ politique et dans la société
- (e) Leur influence dans le champ politique
- (f) Leur perception des acteurs politiques ivoiriens et non ivoiriens notamment français
- (g) Leur positionnement par rapport à la société civile

Tous les entretiens individuels ont été réalisés sous une forme semi-directive alors que les entretiens de groupes ont été conduits sous une forme non-directive. Il convient de souligner que les entretiens formels ont été systématiquement enregistrés à l'aide d'un magnétophone (dictaphone).

A ces rapports de conversations formelles s'ajoutent des entretiens informels qui n'ont pas tous été enregistrés, compte tenu des conditions dans lesquelles ils ont été réalisés. Mais leur caractère

informel n'enlève rien à la richesse des informations collectées. En effet, nous avons multiplié les opportunités d'entretiens informels, sous une forme non-directive, afin de vérifier certaines informations. Réalisés dans la rue, dans les bus et/ou les cars de transport privé ou commun (notamment lors des grands rassemblements à Abidjan et dans sa banlieue), au cours d'un repas, le long de la route, pendant les longues veillées dites « patriotiques », autour d'un thé chaud ou d'une boisson fraîche, ces contacts – nous le pensons – en ont parfois dit autant que des entretiens plus formels. Ils nous ont permis de nous rapprocher, au plus près de la subjectivité de nos interlocuteurs. La sociologie compréhensive nous invite à nous placer dans la perspective du sens et nous propose d'entrer dans la subjectivité de l'autre. C'est du reste, ce détour qui nous a permis de rencontrer certains anciens orateurs ou membres de ces espaces, certains leaders et même des anonymes qui ont pourtant une haute connaissance du phénomène des espaces de discussion de rue.

Dans la perspective ethnographique, nous avons porté notre attention sur les codes de communication qui n'étaient pas toujours apparents.

Il s'agit de certaines formes d'expressions culturelles habituellement utilisées hors de la sphère politique mais qui, dans un contexte de crise, du fait de leur importance symbolique, ont été « investies » d'une charge politique spécifique. Les espaces de discussion de rue baignent dans un environnement de chansons, de mots, de slogans et de comportements, de drapeaux, de tenues vestimentaires, de croyances religieuses, saturés de symbolisme.

De plus, la base de données a été enrichie par des documents audiovisuels. Ainsi, entre deux activités de ces espaces, nous nous sommes procuré des films gravés sur CD et Cédéroms. A ces supports s'ajoutent d'autres documents que nous avons exploités.

Difficultés de l'étude

« C'est pour quoi faire ? », « Non, toi aussi, ça là c'est notre secret », « Si je te dis ça là, c'est pas bon même. Ça va faire mauvais ». Ce sont, résumées, les embûches que nous avons rencontrées au cours de la recherche.

En effet, les enquêtes se sont déroulées dans un contexte de conflit militaro-politique en Côte d'Ivoire. Ce contexte a suscité un climat d'insécurité et de méfiance dans le District d'Abidjan, notamment dans les quartiers populaires classées zones criminogènes et/ou les descentes et autres "bouclages" policiers et militaires y sont nombreux.

Dans un environnement où les rapports interpersonnels sont marqués par une forte méfiance, une enquête à caractère académique est très vite assimilée à une enquête policière. Le chercheur est vu comme un « indic », un « flic » ou une taupe en opération de noyautage.

De ce fait, les questions relatives à la politique, particulièrement à l'identité, sont hautement sensibles. La délicatesse de ce sujet « tabou » s'est traduite par de nombreux ajournements de rendez-vous, aux « oublis », voire des refus systématiques de se prononcer. Le jeu politique est devenu dangereux du fait des enjeux en présence. Ce qui est en jeu ici, c'est l'intégrité physique des personnes engagées dans l'action.

Sur un terrain conflictuel comme celui de la politique en période de guerre, certaines informations clés concernant les espaces de discussion de rue sont manipulées. Les statistiques concernant le financement de ces espaces ou leur responsabilité dans des épisodes de violence, par exemple, sont l'objet de tractations et d'interprétations diverses entre les leaders. La façon dont le conflit est défini et présenté fait l'objet de manipulation qui ouvre la voie à une amplification, une réduction, voire un travestissement de l'information. Surmonter la tentation de sombrer dans le tourbillon des idéologies véhiculées par les espaces de discussion de rue n'a pas été aisé. En dépit des sollicitudes et de la méfiance, il était impérieux de conserver notre statut d'observateur animé d'impartialité et de neutralité. Il n'est pas facile de côtoyer en permanence les ambivalences qui traversent notre humanité et ne pas sentir une sorte de vertige dès qu'il s'agit d'en suggérer une interprétation. Il est difficile de se prononcer dans un conflit qui nous est non seulement contemporain mais qui engage notre pays.

On est sans cesse capté par le jeu socio-politique local et international en même temps que nous l'affectons.

Le cadre méthodologique de cette étude repose essentiellement sur une approche ethnographique. Celle-ci privilégie deux voies complémentaires : l'observation participative et l'entretien. Le but et l'importance de l'étude sont expliqués aux enquêtés avant le déroulement des entretiens. Le principe de la participation volontaire est appliqué. Les enquêtés sont informés de l'utilisation de l'enregistreur pour consigner leurs réponses avec précision.



3

Contexte socio-économique, politique et militaire

Il s'agit, dans cette partie, de comprendre comment les conditions sociales, économiques et militaires ont formaté les structures de pensées des populations de sorte à créer un terrain favorable à la conflictualité. La Côte d'Ivoire se distingue par sa diversité ethnique et culturelle liée à son peuplement autochtone et aux migrations étrangères. Elle porte également en elle le poids de son héritage colonial. La diversité est souvent instrumentalisée par les élites politiques pour mobiliser des partisans et disqualifier des concurrents. L'immigration est devenue une ressource politique mise en avant pour construire et entretenir un nationalisme diversement perçu et partagé.

Des préjugés coloniaux au service d'entrepreneurs politiques

Les frontières culturelles et géographiques de la Côte d'Ivoire sont mobilisées pour servir des logiques de légitimation ou de disqualification. Il s'agit d'exploiter à son avantage les stéréotypes coloniaux développés par les colons.

Dozon (1985) et Paulme (1997) décrivent les stéréotypes attachés à des groupes ethniques en ces termes :

L'ethnie bété est frondeuse parce qu'elle est toujours prise dans le carcan d'une mentalité traditionnelle : son attitude à l'égard de l'Etat n'est que le prolongement d'un certain type de société qui ne souffre d'aucune autorité véritable ; les administrateurs coloniaux au début du siècle disaient déjà cela très bien, en se plaignant amèrement de ne rencontrer chez les bété qu'une anarchie et un esprit « libertaire ». « L'individualisme paraît poussé très loin, qui se manifeste chez les hommes comme chez les femmes par un comportement violent, des gestes définis ». « Hommes de

la forêt, ils se nourrissaient jadis presque exclusivement de racines, de tubercules et de feuilles qu'on laissait aux femmes le soin de ramasser ; ni cultivateurs ni artisans ni commerçants ; peu soucieux d'un bétail auquel la maladie du sommeil interdisait ces régions (...) la guerre, voilà bien le mot clé, le seul qui éveille encore une étincelle, ranime l'attention : homme ou buffle, la première victime digne de ce nom leur assurait la considération de leurs aînés, le respect de leurs cadets (...). On apprenait aux enfants à n'avoir peur de rien. Et il semble bien que c'ait été là la seule instruction formelle qu'ils recevaient. Encore maintenant, un comportement violent est de règle dans certaines circonstances.

En Côte d'Ivoire, les dimensions ontologiques et dynamiques des identités sont politiquement manipulées pour se légitimer ou disqualifier ses adversaires. Ces pratiques politiques font le lit de la conflictualité. Le Président du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) utilise cette stratégie de légitimation de soi et/ou de son groupe et de disqualification de l'adversaire ou de son groupe dans son livre (1999) :

Le monde baoulé possédait un système sociétal extrêmement élaboré. C'était un véritable Etat avec à sa tête un Roi des rois qui, au terme d'une longue conquête territoriale, régnait sur le royaume à travers des chefs de provinces, chefs des sous tribus et chefs de village (avec des chaises et des sous chaises). Dans cette société coexistent l'aristocratie et la plèbe, mais c'était au fond une monarchie assez particulière dans la mesure où le roi provenait toujours de la succession matrilineaire...

J'ai été élevé dans les principes de cette noblesse : l'honneur, le sens du commandement, mais aussi l'obéissance (...) L'origine des Baoulé est égyptienne. Il existe en fait deux Afriques : celle issue des royaumes, politiquement et socialement organisée, et puis une autre Afrique dépourvue, elle, de véritables structures d'encadrement (...) et puis sur l'autre versant, on trouve des populations qui n'ont pas poussé l'organisation sociale jusqu'à la fondation des royaumes. Elles vivaient de chasse et de cueillette et certaines sont restées farouchement individualistes (...) Une organisation sociale poussée développe le sens de la hiérarchie. Mais là où elle n'existe pas, les gens ont du mal à admettre les hiérarchies nouvelles, y compris les hiérarchies démocratiques (...) Certaines acceptent difficilement que le Président soit le premier citoyen du pays. Pour eux, culturellement, le chef est soit le plus beau danseur du village, soit le plus fort au combat. Or, vous en conviendrez, il existe d'autres critères pour être leader !

Ces préjugés développés au sujet de certaines ethnies sont susceptibles d'être récupérés par les leaders politiques pour construire des idéologies au service de la conquête ou de la conservation du pouvoir.

Ces préjugés ont meublé presque tous les discours autour de l'autochtonie pendant la crise.

Ouverture du marché politique

On peut soutenir que l'ouverture du marché politique s'est réalisée sur la base de liens ethniques. Les entités politiques sont modulées sur les configurations des aires régionales. Ces entités ethnorégionalistes gravitent autour des chefs charismatiques, présidents de partis politiques.

La coalition Akan, première entité sur le champ politique ivoirien, s'est forgée autour des leaders Félix Houphouët-Boigny et Henri Konan Bédié. Ces leaders ont cristallisé le sentiment d'inclusion du groupe Akan, notamment l'ethnie baoulé. Les intellectuels proches de ces leaders ont contribué à véhiculer la thèse selon laquelle le peuple akan est le seul à être habilité à gouverner la Côte d'Ivoire.

Ce sont notamment les cadres de la Cellule Universitaire de Recherche et de Diffusion des Idées et actions Politiques du Président Henri Konan Bédié (Curdiphe 1996:65). Ces derniers ont construit des mythes politiques visant à renforcer le sentiment d'inclusion des baoulé à la nation (Fote 1999:24).

Le regroupement des populations de l'Ouest a favorisé la naissance de la coalition du Grand Ouest appelé « Western Union ». Ce sont essentiellement les Abbey, Akyé, Adjukru, Bété, Dida et les Guéré. Cette coalition est apparue à la veille des élections de 2000. Pour les membres de cette coalition : « Gbagbo et Guéï, c'est blanc bonnet, bonnet blanc (...) Si Guéï gagne, c'est bon pour nous. Si Gbagbo aussi gagne, c'est bon pour nous. L'essentiel est que le soleil se lève toujours à l'ouest¹ ».

Enfin, l'Union Sacrée du « Grand Nord » rassemble les populations du nord autour du leader du RDR, Alassane Dramane Ouattara. La « Charte du Nord » paru en 1991 et « La Nouvelle Charte Nordique » de 2002 consacrent la solidarité des nordistes au leader du RDR. « La Nouvelle Charte Nordique » présente les motivations de cette union en ces termes :

Au moment où tout le monde cherche les origines de tout le monde, ce qui est devenu un jeu, une sorte de « travail-poursuit », version tropicale, avec son cortège de « manipulation ad hominem » conduit par des « blakoros » et des « Boussoumani » appelés Ivoiritaires, le Grand Nord, victime ciblée, doit se lever pour dire : ça suffit ! ... Faire renaître le sentiment de l'attachement mutuel sur fond de nos affinités traditionnelles, raviver la notion de solidarité ethnique entre communautés unies par un même destin... Battre le rappel de tout le grand Nord en vue d'une action concertée résolument tournée vers une

option dont le principe directeur sera : « ni à droite ni à gauche mais au milieu ». Un milieu à même de s'imposer comme arbitre. C'est cette vocation-là qui sied désormais au grand nord ... Il importe désormais de situer le grand Nord à l'écart du PDCI, très loin du FPI, qui n'a pas hésité un seul instant à tuer ses fils parce que cette région doit emprunter sa propre voie car la différence de zone entraîne ipso facto une différence de compréhension et de comportement et une différence d'intérêts, lesquels peuvent être complémentaires mais jamais semblables. En fonction de la nouvelle démarche que le grand nord doit entreprendre, eu égard à la spécificité de la quête à laquelle il doit se livrer, parce qu'il y a ce besoin ardent d'identité à conquérir et à afficher, cette aspiration légitime d'affirmer au plan national une personnalité régionale forte et indépendante, une telle prise de position s'impose désormais comme la voie du salut... Le grand Nord n'entend pas être la nouvelle victime de qui que ce soit, une fois ça suffit. Le grand Nord entend donc s'organiser en fonction de ses intérêts bien propres...

Enfin, dernière motivation, être toujours à la remorque d'auteurs de courants politiques, auteurs étrangers à notre région, n'honore nullement les fils du grand Nord (...) Jouer éternellement les seconds rôles n'a nullement rien d'honorable pour ses fils. Se prêter à servir toujours de supports aux autres pour la réalisation de leurs desseins ne peut que déranger l'amour propre et la conscience des uns et des autres, avec le sentiment coupable des nôtres (...) Tout fils du grand Nord se trouve généralement indigné et choqué par le comportement de l'Ivoirien de la zone forestière. Pour lui, le porteur d'un nom à consonance dioula ou sénoufo est, ipso facto, un étranger, un Ivoirien de circonstance (...) Suivant l'opinion généralement admise dans le sud Côte d'Ivoire, n'est ivoirien que celui qui appartient à la zone forestière (...) Le grand Nord doit faire bloc autour d'Alassane. Lui prêter main forte dans le bras de fer qui l'oppose aux chantres de l'ivoirité, devient une nécessité absolue (...). Insulter un des nôtres, le traîner dans la boue et ensuite venir au grand Nord, chez lui, tenter de mobiliser ses frères en faveur d'une politique qui lui est hostile, constitue un affront auquel nous n'avons pu répondre pour le moment parce que nous ne réunissions pas encore les conditions idéales à cet effet. La défense d'Alassane figure en bonne place parmi nos objectifs (...) Il faut désormais militer en faveur d'un grand Nord qui n'entend plus être à la remorque que d'un courant politique prôné et dirigé par un des siens (*Fraternité matin* 2003).

Il apparaît dès lors que l'émergence d'une nouvelle figure politique entraîne la production d'un sentiment d'inclusion/d'exclusion visant à s'auto-légitimer ou à disqualifier l'autre. Ce mécanisme explique

l'ethnorégionalisation qui se décline en formation d'aires culturelles favorables aux leaders politiques. Cette situation se complexifie en 1990 avec la libéralisation du champ politique.

Contingences économiques

Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Jean Louis Billon, établit le bilan suivant après les troubles de Novembre 2004 : 78 entreprises sont détruites, 11 entreprises ont vu leurs activités partiellement perturbées et 106 ont provisoirement fermé leurs portes. Concernant les Petites et Moyennes Entreprises (PME), le président du Mouvement des Petites et Moyennes Entreprises (MPME), Daniel Bréchat, souligne que 125 établissements sur 500 affiliés à sa structure n'ont pas survécu au pillage, mettant ainsi au chômage 30 000 personnes.

Dans un rapport transmis aux membres du Conseil de Sécurité le 18 mars 2004, Koffi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies, décrit l'effondrement de l'économie ivoirienne après la crise de novembre 2004 en ces termes :

Il ressort de certaines données que le déficit ivoirien continue de se creuser et que la production économique reste en déclin. Ce recul est imputable à plusieurs facteurs intimement liés à la crise ivoirienne, tels que le démarrage tardif de la campagne d'exportation du cacao, l'impact préjudiciable des récentes poussées de violence et la diminution de l'aide extérieure. La crise de novembre a eu des incidences marquées sur la situation économique du pays. Depuis janvier 2004, la Côte d'Ivoire a accumulé d'importants arriérés vis-à-vis de la Banque mondiale et, le 1^{er} novembre 2004, ses emprunts ont été classés dans la catégorie des prêts improductifs. Le service de la dette s'élève actuellement à 115 millions de dollars par an. La combinaison de ces facteurs contribuera non seulement à maintenir la croissance économique négative projetée, mais aussi à accroître le risque de voir toute la région souffrir de ces conséquences préjudiciables si le franc de la communauté financière africaine venait à perdre de sa valeur.

Dans le cadre de la révision annuelle de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), les Etats Unies ont retiré la Côte d'Ivoire de la liste des pays africains éligibles à l'aide économique et commerciale le 22 Décembre 2004. La Côte d'Ivoire bénéficiait de l'AGOA depuis le 16 Mai 2002.

Par ailleurs, la croissance en 2004 est estimée à 1 pour cent contre -1,7 pour cent en 2003. Exprimée en moyenne annuelle, l'inflation devrait s'établir à 1,4 pour cent et les recettes globales sont estimées

à 1451,1 milliards de FCFA. Le solde budgétaire ressort négatif avec 126 milliards. On remarque une importante accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs respectivement de 85 et de 446,6 milliards. La croissance de PIB réel pourrait être de 1 pour cent en 2005.

Les services publics n'ont pas été épargnés par la guerre. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le conflit a mis fin à la solarisation de 700 000 enfants.

International Crisis Group (ICG), dans son rapport intitulé « Côte d'Ivoire : le pire est à venir » paru le 24 mars 2005, indique qu'en 2004, 20 479 cas de tuberculose ont été dépistés, soit une progression de 13 pour cent par rapport à l'année précédente. Le bilan produit en mars 2006 par le Ministère de la Santé Publique n'est pas reluisant. Les indicateurs sanitaires sont alarmants. La couverture vaccinale varie entre 3 et 60 pour cent au lieu de 80 pour cent. Au niveau des maladies invalidantes comme la lèpre et l'ulcère de Burili, 1000 nouveaux cas dont 659 formes graves sont détectés. 22 000 cas dont 36 pour cent de co-infection VIH/SIDA. Au niveau du service d'urgence des grands hôpitaux, on a identifié 30 pour cent de cas de mortalité. La mortalité a connu une progression car on a dénombré 690 cas de décès pour 100 000 naissances.

Contexte militaire

La crise actuelle est l'aboutissement d'un processus de reconfiguration du complexe militaro-politique amorcé depuis le Président Félix Houphouët-Boigny. Déjà en 1963 le régime de Félix Houphouët-Boigny était confronté à une série de complots auxquels certains éléments des forces armées nationales n'étaient pas étrangers. La collusion entre le PDCI et le pouvoir traditionnel a permis la résolution de certains soulèvements militaires. En effet :

Si tout au long de cette période comprise entre 1963 et 1965, le régime ivoirien devait connaître une série de complots, le Président Houphouët-Boigny n'apparaît pas moins maître de la situation. Le contrôle des événements s'explique en partie par le soutien des Baoulé et par l'appui dont devait bénéficier le chef de l'Etat, de la part des chefs traditionnels, qui le 28 septembre 1963, avec l'aide du parti (PDCI) montraient leur influence et leur efficacité sur les populations rurales, en organisant la manifestation de soutien au régime.

La chefferie traditionnelle se révèle comme un facteur politique de premier plan et un frein à l'opposition en provenance des centres urbains (Ammi-Oz 1977:64).

Sous le régime du Président Henri Konan Bédié, on a observé une évolution des consciences au sein de l'armée ivoirienne. Parmi les jeunes recrues, on comptait beaucoup d'anciens étudiants qui ont vécu les actions de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) de 1990. Certains étaient d'anciens syndicalistes de la FESCI (Kieffer 2000:35). Les revendications corporatistes des soldats ont abouti à la chute du Président Henri Konan Bédié le 24 décembre 1999.

Les jeunes militaires qui ont pris le pouvoir ont installé le Général Guéi Robert à la tête du pays. L'accès des militaires à la gestion des affaires politiques s'accompagne d'une extension du processus de « miliciarisation » amorcée depuis 1989 (Vidal 2003:53).

Les soldats sont transformés en gangsters et commettent des exactions. Un groupe de soldats, s'estimant brimés, s'exilent. L'accession de Laurent Gbagbo au pouvoir en 2000 n'a pas freiné cette hémorragie de soldats déserteurs. Ce sont ces militaires exilés qui ont constitué le plus gros contingent des combattants de la rébellion qui a éclaté le 19 Septembre 2002. Soro Kigbafori Guillaume, chef de la rébellion le confirme en ces mots : « Gbagbo a fini par créer une armée tribale. (...) Beaucoup de militaires ivoiriens ont déserté pour ne pas finir avec une balle dans la tête. (...) C'est pourquoi les rebelles ivoiriens sont d'abord les soldats exclus de l'armée régulière. Il y a un noyau de plusieurs dizaines de personnes surnommées les zinzins et les bahéfoués » (Soro 2005:46).

La guerre va opposer d'un côté, les Forces de Défense et de Sécurité et de l'autre le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI). Dans le but d'évacuer les ressortissants français et étrangers, l'opération Licorne dirigée par la France établit une « zone de confiance » entre les insurgés du MPCI et les forces loyalistes. Les rebelles se sont retranchés dans le nord du pays alors que le sud est resté sous contrôle du gouvernement.

Le 28 Septembre 2002, le gouvernement ivoirien a demandé l'application des accords de défense de 1961 que la Côte d'Ivoire a passés avec la France. Cette dernière refuse d'activer ces accords au motif que la rébellion est une affaire interne à la Côte d'Ivoire. Après l'annonce officielle du MPCI le 1^{er} Octobre 2002 par Tuo Fozidé, deux autres mouvements rebelles s'emparent des villes de Man et de Danané dans l'ouest du pays (Bouquet 2005:110). Il s'agit du Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour

la Justice et la Paix (MJP) dirigé par Félix Doh. Le 3 Janvier 2003, les premiers éléments de la force ouest-africaine de paix arrivent en Côte d'Ivoire tandis que ceux de la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) débarquent le 13 mai.

Le 4 Juillet 2003, la fin des affrontements militaires est officiellement proclamée par les protagonistes (*L'Inter* n° 1547 2003).

Derrière les démarches faites par la communauté nationale et internationale pour ramener la paix, les antagonismes ne s'arrêtent pas. Au contraire, la situation est complexifiée par la volatilité des alliances et des accords contractés entre les factions armées sur le terrain. Les divergences apparaissent au gré du contexte politique du moment et des intérêts respectifs des acteurs. Parlant des deux derniers mouvements rebelles qui opéraient à l'ouest, Soro Kigbafori Guillaume révèle :

Nous avons soutenu la naissance de ces rebellions. Nous avons dépêché des troupes pour combattre aux côtés du MPIGO et du MJP. (...) Le MPIGO était au départ composé essentiellement de soldats de l'ethnie yacouba, commune à la Côte d'Ivoire et au Libéria voisin. C'est très naturellement que certains libériens ont décidé de venir combattre à nos côtés. Ils sont venus volontairement et ont été acceptés à bras ouvert. Mais, au bout de quelques temps, nous avons constaté qu'ils commettaient des exactions sur les populations civiles. (...) D'autres informations nous ont bientôt précisé que ces soldats libériens commençaient à tisser des liens avec le pouvoir d'Abidjan. J'ai donc pris la décision de renvoyer les libériens chez eux. Un de nos valeureux chefs de guerre, Chérif Ousmane, a mené à bien cette difficile opération (Soro 2005:86-87).

La guerre des chefs débutée entre le Secrétaire des Forces nouvelles et Ibrahim Coulibaly le 25 août 2003 a conduit à l'assassinat du chef de la ville de Korhogo le 23 janvier 2004 (*L'Inter* n° 1726 2004). La situation n'était pas calme à Abidjan aussi. Le Lieutenant-colonel Yao Yao Jules Ahoussou est limogé le 19 Mars 2003 pour violation du devoir de réserve (*Fraternité Matin* n° 12190 2005). Il sera suivi par le général Mathias Doué qui a été lui aussi limogé après l'échec de l'offensive du 4 novembre 2004 (*L'Inter* n° 2040 2005).

Des sites militaires ont essayé plusieurs attaques. Le 1^{er} décembre 2005, des individus non identifiés ont attaqué simultanément le camp de gendarmerie d'Agban à Adjamé et l'escadron d'Abobo (*Fraternité Matin* n° 12320 2005). Le 2 janvier 2006, des personnes non identifiées attaquent le camp militaire d'Akouédo à l'est d'Abidjan.

Le 12 Janvier 2007, le corridor de Noé, petit village frontalier situé entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, est attaqué par des individus non identifiés. Plusieurs mouvements de contestation qui paralysent la ville d'Abidjan (ou de l'intérieur) sont également signalés dans les camps ou dans les rues par des militaires qui réclament le paiement de leurs primes appelés « Haut-les-cœurs » (*Le Jour Plus* n° 0115 2003).

Pendant cette période de guerre, on a observé l'apparition de plusieurs milices. Elles ont agi, selon elles, pour soutenir l'une des armées engagées dans le conflit. Leur action se limite dans des zones géographiques bien déterminées. Les plus actives à Abidjan sont le Groupement Pour la Paix (GPP) de Charles Groguhet et le Front de Libération Nationale de Côte d'Ivoire (FLN-CI) de Touré Moussa². Charles Groguhet révèle l'identité des personnes qui composent son organisation en ces termes :

Elles s'entraînent au maniement des armes. D'autres sont dans la brousse, etc. Elles sont effectivement en train de recevoir une formation militaire et commando, etc. Elles apprennent à manier les armes, qu'elles soient légères ou lourdes. Pendant qu'elles vont sortir, d'autres prendront leurs places pour acquérir cette formation. C'est évident que, compte tenu de la manière dont nous nous constituons, quand ces camarades sortent, ils ne portent plus que les tee-shirts GPP. Parce que nous voulons qu'ils soient civils, mais armés pour que quand le GPP frappe, on ne sache pas qui a frappé exactement. On ne sait pas exactement à quel moment ils frapperont. Voilà ce que nous sommes en train de construire. (...) Nous sommes armés (*L'Inter* n° 1500 2003).

Le premier responsable du GPP a estimé le nombre de ses éléments à 6000 personnes. Les lundi 23 et mardi 24 Juin 2003, les éléments du GPP ont perpétré des violences sur les populations de Sicobois, quartier précaire situé dans la commune de Yopougon. Plusieurs personnes dont des commerçants ont été battues et dépouillées de leur argent. Les miliciens du GPP ont même décrété un couvre-feu dans ce quartier (*L'Inter* n° 390 2003). D'autres milices, proches du parti présidentiel exercent à l'ouest. On peut citer, entre autre les mouvements de résistance de l'ouest regroupés au sein du Front de Résistance du Grand Ouest (FRGO).

C'est le Mouvement Ivoirien de Libération de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (MILOCI) du Pasteur Gammi, l'Association des Patriotes wê (AP-wê) de « Colombo », le Front de Libération du Grand Ouest

(FLGO), l'Union des Patriotes Résistants du Grand Ouest (UPERGO) et les Forces spéciales LIMA (FS-LIMA).

A côté de ces groupes armés formellement identifiés, d'autres organisations ont vu le jour dans les villes et en zones rurales. C'est le mouvement des groupes d'auto-défense de quartiers ou de village. Ce sont des groupes de personnes, en majorité jeunes, qui érigent des barrages sur les grands axes des quartiers ou des villages. De jour comme de nuit, chauffeurs, piétons et cyclistes s'arrêtent pour le contrôle des pièces d'identité ou pour la fouille des véhicules (Chauveau and Samuel 2003:20). Ils sont armés de couteaux, de bois ou de fusils de chasse. Dans cet environnement fortement militarisé, de nombreux civils ont été victimes des tristement célèbres « escadrons de la mort » à Abidjan.

Le journaliste Jean Hélène, correspondant de Radio France International (RFI) en Côte d'Ivoire est abattu par un policier le 21 octobre 2003 (*Le jour* n° 0120 2003). Le 16 avril 2004, le journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer est porté disparu. En novembre 2004, des violences issues des troubles qui ont opposé les éléments de la force Licorne et les jeunes patriotes ont fait de nombreuses blessées et des morts. Le 4 mars 2007, les accords de Ouagadougou placent Soro Kigbafori Guillaume à la tête du gouvernement ivoirien. Ces accords entraînent la suppression de la « zone de confiance ». Les miliciens décident de se faire désarmer et les militaires tentent de créer un cadre de négociation entre les deux armées au sujet de la réunification. Dans cet élan, les militaires rebelles sont amnistiés par le Président de la République.

On le voit, la situation socio-économique, politique et militaire de la Côte d'Ivoire est fortement perturbée par des troubles. L'environnement se dégrade davantage après le déclenchement de la guerre le 19 septembre 2002. De nombreux acteurs déjà impliqués dans des tentatives ou des prises de pouvoir par la force sont parmi les personnes qui ont dirigé la rébellion. Cette situation d'instabilité a dégradé les conditions de vie des populations. La paupérisation qui sévissait déjà depuis les années 1990 s'accroît. La couverture sanitaire et scolaire est affectée.

On a remarqué l'apparition ou le développement de certaines maladies qui, du fait des protocoles sanitaires avaient disparu. De nombreux enfants ont vu leur scolarité brutalement interrompue.

4

Médiatisation des idéologies politiques dans le conflit en Côte d'Ivoire : le rôle des espaces de discussion de rue

La compétition politique en Côte d'Ivoire a favorisé le développement des moyens de communication des acteurs politiques. A côté des journaux et des meetings utilisés pour diffuser les idéologies défendues, les entrepreneurs politiques voient tout l'intérêt qu'ils peuvent tirer des espaces de discussion de rue qui se multiplient.

Dès lors, les leaders politiques entreprennent d'impliquer ces espaces dans leurs circuits de communication. L'opération de rapprochement est d'autant plus facile que les acteurs de ces espaces partagent les idéologies promues.

C'est véritablement à la faveur de la crise du 19 septembre 2002 que ces espaces se sont imposés comme des instruments stratégiques de communication politique. Presque toute la classe politique s'est ruée vers ce nouvel outil d'où les vifs débats que ces espaces suscitent. Quand ils ne sont pas accusés d'avoir fait le lit de la guerre, ils sont vus comme des instruments mobilisés pour amplifier les antagonismes politiques.

Présentation des espaces de discussion de rue

La Sorbonne

La naissance de la « Sorbonne » est liée aux mutations religieuses qui ont traversé la Côte d'Ivoire dans les années 1980 (Bahi 2003:2). Dès sa création, elle est prise d'assaut par des pasteurs, des guérisseurs et autres évangélistes qui viennent y faire du prosélytisme. A côté des

prêches, ces religieux proposaient des objets qui faisaient la promotion de leur lieu de culte. Mais c'est véritablement à la suite de l'arrestation du prophète Gbahié Koudou Jeannot en 1986 que le religieux s'impose à la « Sorbonne ».

Ces « hommes de Dieu » regroupaient autour d'eux des personnes qui, à l'occasion, les interrogeaient sur certains aspects auxquels ils faisaient référence.

Il arrivait parfois que la recherche des ouailles se transforme en joutes oratoires au cours desquelles les différentes obédiences religieuses se livraient à des confrontations. Le prophète Jérémie raconte à ce propos :

A l'époque, c'est nous c'est-à-dire ceux qui parlaient de religion, qui étions les plus chauds ici. Chacun défendait sa religion. Parfois on proposait un thème sur la religion et chacun était sensé venir parler à la foule pour défendre son Dieu. Souvent ça chauffait mais on finissait par se calmer [K. 25 septembre 2006].

Le commerce est, depuis la création de la « Sorbonne », l'une des activités principales de cet espace. L'informel alimentaire est représenté par de nombreuses femmes qui exercent dans la restauration.

A la pause, entre midi et deux heures, des fonctionnaires et d'autres travailleurs du secteur privé venaient prendre le déjeuner dans les « maquis³ » qui se sont installés à la « Sorbonne ». Des mets locaux étaient proposés aux consommateurs, à des prix adaptés à toutes les bourses.

En plus de la restauration, la « Sorbonne » accueille des marchands ambulants, des vendeurs et vendeuses d'eau, de cigarettes, etc. On y commercialise également des médicaments. La vente de CD, de DVD et d'accessoires de matériel informatique y est très développée. L'achat de médicaments est la solution donnée à tous les démunis qui ne peuvent avoir accès aux médicaments dans une officine agréée. La « Sorbonne » nourrit donc l'automédication qui est d'ailleurs pratiquée par la population abidjanaise à 45 pour cent (BNETD 2005:44).

A ces débuts la « Sorbonne », était un espace de critique de la sphère politique. La « Sorbonne » s'est fixé des objectifs que l'un de ses plus anciens membres expose en ces termes :

Nos objectifs sont contenus dans nos textes. La Sorbonne a été créée pour lutter contre le SIDA et les feux de brousse. Nous sommes là aussi pour lutter contre la pauvreté et l'insalubrité. Vous avez sans doute remarqué qu'il y a beaucoup de vendeurs de médicaments et d'autres produits africains, des tradipraticiens. C'est simple. Nous faisons la promotion des scientifiques ivoiriens et même africains.

On développe la médecine du pays. Notre médecine soigne peut être mieux que les autres. Mais on veille à ce que tout se passe bien donc quand c'est mal fait on les ramène à l'ordre [K. 25 novembre 2006].

Pour ses fondateurs, la « Sorbonne » n'appartient à personne. Elle est indépendante et se donne le droit de veiller au respect de la liberté d'expression par le régime. Son Président la décrit en ces mots :

Nous observons les dirigeants. Nous observons les responsables, le peuple. Tout le monde. On attire l'attention quand ça ne va pas et on ramène à l'ordre aussi. On est au dessus de tous les autres qui regardent sans rien dire. Nous sommes les seuls à nous prononcer sans crainte sur tous les sujets.

C'est ça la force de la Sorbonne. Nous sommes une sorte de gardien qui veille sur la Côte d'Ivoire [D. 25 septembre 2006].

A partir de l'ouverture du marché politique le 30 avril 1990, on constate un changement du discours. Cette ouverture a consacré l'arrivée de nouveaux partis politiques dans le champ politique ivoirien. L'un des plus anciens orateurs de la Sorbonne confirme cette thèse en ces mots :

A l'époque, chacun était libre de parler de son parti ici là. Tout le monde parlait. Les gars du RDR avaient leur place tout près ici là, regarde, et puis l'autre côté c'était le PDCI. Ceux qui n'étaient pas d'accord avec personne venaient parler aussi sur nous. Mais nous on était d'accord avec tout ça. Y avait une ambiance très choc ici [M. 14 septembre 2006].

De petits groupes se formaient autour des orateurs qui tentaient de convaincre un auditoire hétéroclite qui, à l'occasion, applaudissait pour approuver ou houspillait pour marquer sa désapprobation.

Chaque camp devait rivaliser d'habileté et de bonne culture pour s'imposer aux autres et ce n'était pas toujours facile de rallier à sa cause des personnes qui passaient le plus clair de leur temps à lire les journaux et à discuter.

Les antagonismes politiques qui opposent les partis politiques ont vite fait d'investir la rue.

La polémique politique pénètre les débats politiques et la liberté d'expression qui fondait ces espaces s'effrite et s'oriente. Une vision monolithique de la chose politique se construit et s'impose comme mode de pensée.

L'arrivée au pouvoir du Général Guéi Robert en 1999 marque définitivement l'orientation politique de la Sorbonne. Ce dernier reçoit les « sorbonnards » sur le parvis de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire pour se prononcer sur le sujet de la nationalité pendant « la guerre du ET et du OU⁴ ».

C'est véritablement après l'éclatement de la crise du 19 septembre 2002 que le discours politique dans les EDR s'éclate et durcit en formant des blocs. Certains orateurs notamment ceux de l'opposition se retirent. Voici ce que pense à ce sujet un orateur :

Avant on était ici ensemble. Dès que la guerre du 19 septembre 2002 a éclaté, ils ont tous disparus. On les a pas chassés mais on ne voit plus le RDR ni le PDCI. Ils se reprochent quoi ? S'ils sont partis, c'est qu'ils se reprochent quelque chose ou bien, mon frère ? Guerre là a commencé on était les seuls à venir ici le lendemain. C'est nous même on a dit aux vendeurs que y a plus rien de venir. Tout le monde est là. Eux ils sont où ? On ne mange pas l'homme. Même dans audiences foraines on a les invités pour venir échanger ils ne sont pas venus. Nous on n'a qu'à faire quoi dans ça là [P. 14 septembre 2006].

Pendant la transition militaire, les acteurs politiques ont perçu tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de la « Sorbonne ». A la veille des élections présidentielles, les hommes politiques ont investi la « Sorbonne » pour augmenter le volume de leur électorat. Un acteur de cet espace témoigne à ce propos :

Quand Guéi nous a reçus au palais, les gens ont parlé, ils se sont plaints. Mais ce qui fait rire, c'est que plusieurs d'entre ces gens sont venus nous voir pour qu'on gère leur campagne. On a reçu plein de politiciens, les gens comme Mel Théodore, Lida Kouassi, Gomont et les autres. Le général lui-même savait pourquoi il nous a reçus. Tous les gars étaient en transe. Nous, on est au Plateau mais quand il fallait faire les élections municipales, on quittait à Yopougon, Koumassi, Cocody et Port Bouët pour battre campagne ici. Les directeurs de campagnes nous suivaient au quartier. Ils étaient sur nous comme miel qui attire les enfants. Mais nous on les recevait au nom de la liberté d'expression » [K. 22 novembre 2006].

L'action politique de la « Sorbonne » s'intéresse à tout. La consternation née à la suite du déversement des déchets toxiques à Abidjan a animé les débats. Le Secrétaire à l'organisation de la « Sorbonne » nationale explique :

Nous on n'a pas échappé aux sorciers de l'opposition. Ils ont failli verser déchets toxiques ici, l'autre côté là-bas vers le mur là. Comment ils ont calculé jusqu'à c'est chez nous ici ils viennent mettre ça. C'est Koudou qui nous a calmés sinon on allait régler ça très vite. On se connaît ici au Plateau. Le Maire nous connaît très bien. Après, c'est pour dire que les gens sont mauvais qu'ils ne respectent pas les autorités or eux-mêmes ce sont des faux types [LG. 5 mai 2007].

On le voit, l'année 1999 a consacré l'orientation politique de cet espace. La prégnance du fait politique a abouti à l'éclatement de la « Sorbonne »

et à une construction de plusieurs autres espaces. Ceux-ci fonctionnent par blocs marqués par la construction d'opinions politiques monolithiques rangées aux côtés des formations politiques auxquelles ils se sont ralliés.

Le Tout Puissant Congrès d'Abobo (TPCA)

Le Tout Puissant Congrès d'Abobo (TPCA) est l'un des nombreux espaces qui ont été créés au lendemain de la crise du 19 Septembre 2002. Aux dires de ses membres fondateurs, cette organisation est née pour défendre les institutions de la République et le Président Laurent Gbagbo.

En janvier 2003, débutent les activités de cet espace qui s'identifie par le nom de « Congrès d'Abobo ». Six mois plus tard, il change de nom en ajoutant au premier un substantif qui traduit l'efficacité des grandes démonstrations de force « Le Tout Puissant ». Il devient donc, « Le Tout Puissant Congrès d'Abobo ». Trois raisons essentielles ont motivé ce changement de nom.

D'abord, l'espace s'étend sur une vaste superficie qui, les jours ordinaires, accueille une population qui oscille entre 3 000 et 4 000 personnes.

Les jours fériés et non ouvrables (samedi et dimanche), ce sont plus de 6 000 personnes qui visitent l'espace. Cette foule peut passer à 10 000 âmes lorsqu'un invité de grand calibre est sollicité (homme politique et leaders de la galaxie patriotique). Cette population fait du TPCA un parlement doté d'une grande capacité de mobilisation. C'est du reste, pendant les événements de Novembre 2004 que cet espace s'est taillé sa réputation de « *tout puissant* ».

Non seulement il a réagi le premier au message de mobilisation de Charles Blé Goudé invitant les patriotes à sortir pour protéger les sites stratégiques du District d'Abidjan, mais, il a également fourni à ce mouvement le plus gros contingent de manifestants.

Les deux grins

L'ex « Maquis Ravin », devenu « Diamantin », a couvert de son aura une petite zone du quartier Abobo Sagbè couramment appelé « Abobo derrière rails ». Il se confond avec une petite gargote où une femme d'un certain âge vend des mets pour le déjeuner et le dîner. Il est coincé sur son flanc gauche par une baraque de fortune qui sert d'atelier de coiffure à l'un des membres. Il jouxte un pan de la clôture d'une habitation qui est, en réalité, la concession des parents de l'un des acteurs de cet espace.

A l'origine, de jeunes gens se rassemblaient face à la clôture pour échanger entre eux. Tous les jours, ils se réunissaient à cet endroit et consommaient du thé. Ils se retiraient de temps à autre pour faire les courses des parents où des aînés du quartier. Au fil du temps, le *yôrô*⁵ comme ils l'appellent, s'est agrandi, avec l'arrivée de nouvelles personnes. En effet, du fait de déménagement, ils ont été rejoints par des jeunes qui ont intégré le groupe parce qu'ils habitent le même quartier, jouent au football ensemble et participent aux *comités*.⁶

Outre la participation aux compétitions sportives et aux débats, ces jeunes s'adonnent à des jeux de société (carte notamment) en écoutant de la musique reggae en fond sonore. Ce sont les chansons du reggae roots (Gladiators, Steele Pulse, Burning Spear), Tiken Jah, etc.

Le grin de la commune d'Adjamé se situe à la rue Djolème⁷ au quartier Marie-Thérèse non loin du 17^e arrondissement. Le nom du quartier est lié à celui de la maternité qui reçoit les parturientes et les autres malades du quartier. Plus précisément, la rue fait face à la société Edipresse et à l'établissement ISTC-IMST près du bureau de la poste. En réalité, la signalétique officielle matérialisée par une pancarte la nomme « Rue Hadja Massiata Konaté ».

Le « QG » ou quartier général renvoie au pan de mur de la société La Carterie qui accueille les membres de ce grin. A ces débuts, il était un lieu où de jeunes élèves du quartier se réunissaient pour discuter et jouer aux cartes.

Ils étaient rejoints par des élèves en vacances venus passer quelques temps avec les parents. Après l'obtention du Baccalauréat, ils se sont tous retrouvés à Abidjan. Ils continuent de se voir les soirs pour deviser au « QG ».

Stratégies de diffusion des idéologies politiques

Les espaces de discussion de rue ont joué un rôle de premier plan dans la promotion des idéologies politiques. Cette fonction se décline dans les interconnexions qui existent entre ces espaces et les acteurs politiques et dans les codes de communication qui sont développés.

Interconnexions entre les espaces de discussion de rue et les acteurs politiques

Les interconnexions entre les acteurs politiques et les membres des espaces de discussion de rue se perçoivent dans l'identité des seconds, l'appui financier et matériel qui leur est apporté. Certains membres des espaces de discussion de rue sont proches des partis politiques.

Ils reçoivent un soutien des leaders politiques dans le cadre de l'entretien de leurs espaces.

Identité des acteurs des espaces de discussion de rue

Les espaces de discussion de rue sont à majorité animés par des jeunes dont l'âge oscille entre 20 et 36 ans. Les élections présidentielles d'octobre 2000 ont marqué l'entrée des jeunes dans le champ politique (Konaté 2003:1).

L'évolution du poids de la jeunesse sur la scène révèle la volonté de cette catégorie sociale de reconfigurer l'espace politique pour se positionner socialement.

En effet, le dernier recensement de 1998 démontre que 40 pour cent de la jeunesse en âge de travailler serait au chômage. Dès lors, il devient très facile pour elle de se laisser convaincre par les acteurs politiques.

Un de ces jeunes répond à ce sujet : « Moi je suis jeune et je parle pour défendre les idées d'une jeunesse qui ne travaille pas du fait de la guerre. Que les rebelles laissent le pays en paix pour que nous on travaille pas » [D. 14 septembre 2006].

Certains animateurs de ces espaces sont membres de partis politiques ou de mouvements politiques dirigés par ces jeunes leaders. Ils sont donc à la fois animateurs d'espaces politiques et militants des formations politiques défendues par ces espaces de discussion de rue. Ainsi, les responsables de ces espaces sont inscrits dans des réseaux qui leur permettent de partager les capitaux politiques qu'ils ont engrangés dans le champ politique en répercutant les idées de leurs partis autour d'eux. Le responsable du « grin » d'Abobo affirme :

En tout cas, ici là, faut pas se cacher la vérité, si tu n'es pas RDR, tu peux pas t'asseoir. Même si on ne te fait rien tu vas pas être à l'aise parce que ici là c'est un espace pur RDR. D'ailleurs même pourquoi FPI va venir ici même ? On veut même pas les voir ici. C'est le RDR qu'on a choisi et c'est avec lui qu'on marche depuis le début. On se sent proche de ce parti qui défend la cause des gens comme nous. Il pense pour nous et quand on est assis ici là, c'est pour parler de ce parti. Tu sais, de plus en plus, on est devenu très utile. Les vieux nous écoutent. Quand tu vas à la maison, les vieilles personnes te demandent les nouvelles du pays. On est des envoyés spéciaux, si tu veux, des journalistes parce que c'est nous on informe nos vieux et nos vieilles qui ne savent pas lire et écrire. Tu vois un peu ? La dernière fois quand on a fait notre programme pour participer à l'organisation de l'enterrement de la mère de ADO, les vieux ont fait palabre avec nous, il voulait aller là bas eux tous. On a dit non mais ils ont refusé. Or y a d'autres même qui ne peuvent même pas bien marcher.

Tout ça à cause d'ADO. Donc on a loué des gbakas pour eux. Arriver y a beaucoup qui sont tombés mais on va faire comment, tout le monde aime ADO.

Je me rappelle quand ils sont allés casser la tombe de la maman de ADO après l'enterrement, les vieux là ont récité des sourates, ils ont même prié pour maudire ceux qui ont fait ça. C'est eux mêmes qui nous ont dit d'aller au cimetière pour protéger la tombe. C'est pour te dire que les grins se passent même dans la tête aussi. Les vieux ne viennent pas s'asseoir pour causer avec nous mais ils sont des membres [TK. 2 mai 2007].

Du côté de la « Sorbonne » la réponse est toute nette, le soutien au Président de la République est affirmé sans nuance : « Si on est avec Koudou, ça fait quoi. On est avec lui aujourd'hui, on est avec lui demain, on est avec lui toujours, pian. Et puis y a rien » [G. 3 mai 2007].

On peut soutenir que certains de ces espaces sont nés de la volonté des acteurs politiques eux-mêmes. C'est le cas du « Congrès » dont l'un des membres affirme :

Le Congrès d'Abobo, c'est une structure patriotique que les jeunes ivoiriens ont mis sur pied pour combattre contre l'impérialisme qui a agressé la Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002. Donc en fait c'est une structure de lutte pour défendre les institutions de la République et le Président de la République Laurent Gbagbo [TG. 3 mai 2007].

Appui financier et matériel

Les espaces de discussion de rue perçoivent une aide matérielle et financière de la part des partis politiques pour réaliser leurs activités. Dans sa parution du 17 juin 2005, *Le Courrier d'Abidjan* écrivait à ce propos :

Le Président du Front Populaire Ivoirien (FPI), Pascal Affi N'Guessan, s'apprête à offrir un lot de matériels à la Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire (FENAAPCI), dirigée par Idriss Ouattara (...). Selon nos informations, l'aide du Président du FPI aux agoras et parlements – au nombre de cinquante – repartis sur l'ensemble du territoire ivoirien va consister en la remise de matériels pratiques. C'est-à-dire des outils dont les « parlementaires » ont besoin dans l'exercice de leurs activités. Il s'agit, en effet, de plusieurs mégaphones, de haut-parleurs, du matériel complet de sonorisation, des bancs, des bâches, etc. dont ont besoin les orateurs et le public lors des débats. (...)

En réalité, le Président du FPI, qui a effectué une tournée d'explication de la crise dans les agoras et parlements d'Abidjan au plus fort de la crise, répond ainsi aux doléances des jeunes qui les animent (*Le Courrier d'Abidjan* juin 2005).

La proximité de ces espaces avec le champ politique participe à leur légitimation. On peut même soutenir que certains parrains des espaces de discussion de rue sont des acteurs politiques qui, de par leur soutien matériel et/ou financier renforcent leur capacité d'action et les crédibilise auprès de leur auditoire. Le Président de la FENAAPCI affirme sur ce :

Nous devons reconnaissance au Président du FPI car sa tournée dans les agoras et parlements a permis à l'opinion de savoir qu'on n'était pas des plaisantins. Il nous a légitimés. (...) C'est un vrai homme politique. Au lendemain des accords de Linas-Marcoussis, en dépit des pressions qui pesaient sur lui, il a bravé le public des agoras et parlements pour s'expliquer. Nous louons donc son courage et sa détermination (Ibidem).

Le Président de la FENAPCI a interprété la visite du premier responsable du FPI comme un acte de ralliement de ce parti à la cause de ces espaces. Pour Idriss Ouattara : « Le FPI et les agoras sont en phase et mènent le même combat » (Ibidem).

D'autres acteurs politiques issus du FPI supportent les charges matérielles et financières des agoras et parlements. Lors de la cérémonie d'intronisation du président de l'Union Nationale des Orateurs des Parlements et Agoras de Côte d'Ivoire (UNOPACI), Moïse Lida Kouassi, conseiller du Président Laurent Gbagbo a promis de satisfaire à une doléance de cette organisation.

En effet : « Lida Kouassi a aussi répondu à la doléance des orateurs « patriotes » qui lui ont demandé une voiture de liaison et des moyens financiers pour l'accomplissement de leur mission. « Votre méthode des « piécettes » est la garantie de votre liberté de la parole. Mais nous donnerons ce que nous pouvons » (24 Heures 2006).

D'autres acteurs politiques issus du FPI supportent les charges financières des agoras et parlements. Ce sont entre autres, les maires des communes de Yopougon et de Cocody, les députés de Koumassi et d'Abobo.

Ils dotent ces espaces en matériel (bancs, chaises, etc.) et assurent le financement de certaines manifestations. Le Président du FPI et le maire de Cocody ont participé financièrement à l'organisation du meeting animé par M. Affi N'Guessan Pascal le 27 septembre 2006 dans le cadre de la mobilisation de ces espaces pour le départ des soldats français de Côte d'Ivoire.

Le trésorier du TPCA affirme, au sujet de l'aide reçue que :

Au début, c'était difficile mais ça va maintenant. On a reçu un puissant matériel de sonorisation de la part de notre président Idriss Ouattara qui

a eu ce matériel grâce à l'aide de la première dame, les cadres du FPI et Affi N'Guessan. Elle nous aide de temps en temps. Elle nous a donné des bancs. En général, ce sont les cadres du FPI qui nous aident quand on a des difficultés. Ce sont des patriotes [LG. 5 mai 2007].

Dans le même ordre d'idées, le secrétaire à l'organisation de la « Sorbonne nationale » martèle que :

Je dis, ça fait quoi si le Président et ses collaborateurs aide les patriotes ? Hein ? Ça fait quoi ? C'est un faux débat que les gars soulèvent pour nous distraire. Il n'y a pas de mal à ce que Lida Kouassi, Williams Attéby ou Kabran Appia nous donnent de l'argent pour faire des tee-shirts. Il est normal que le Président nous aide. Quand la première Dame a donné la sono aux agoras là, qui est mort ? Personne. Si les patriotes comme Attey Philippe nous donnent car pour aller à Agboville c'est pas un crime. C'est sa contribution à la lutte patriotique [LP. 26 avril 2007].

Les « agoras » ont également reçu le soutien du parti au pouvoir dans le cadre de l'organisation de la caravane de la paix organisée par les « agoras » et « parlements ». Un orateur témoigne :

Construire la paix n'est pas dangereux. Donner les moyens à des jeunes qui autrefois se battaient pour qu'ils se réconcilient n'est pas mauvais. C'est ce que tout le monde souhaite. D'ailleurs les gars de l'ONUCI qui se promènent dans les grosses patroles climatisées sont très bien payés par la communauté internationale qui les paye pour ramener la paix en Côte d'Ivoire.

Alors le Président de ce même pays a le droit de prendre son argent pour le donner aux « parlements » et « agoras » pour calmer les esprits. Il fait sa part dans le processus de réconciliation. Ce qu'il a dépensé pour nous gérer, il ne le fait pas pour lui-même mais pour le peuple et pour Dieu. Pour une fois que même la communauté internationale reconnaît qu'il n'est pas en train de financer une milice comme ils aiment le dire, je crois qu'il faut l'encourager. L'apôtre Paul lui-même a persécuté les chrétiens avant mais il est devenu chrétien par la suite et il a fait l'œuvre de Dieu. Et il a été béni. C'est ce que Koudou fait aujourd'hui, après la guerre, il travaille pour la paix [Konin, 24 avril 2007].

Les « grins » aussi perçoivent de l'aide de la part des hommes politiques. Un « kôro » explique :

Dans certaines situations, en tout cas les gars là nous gère. La dernière fois, par exemple on a organisé un tournoi de football et c'est un conseiller du ministre des NTIC, Hamed Bakayoko qui nous a donné un peu d'argent et du matériel pour que ça réussisse. Le Maire aussi il fait un peu ; quand le mois de carême arrive, il nous donne des paquets de sucre et du lait. Pour la fête même on a été invité à manger chez lui Ramadan là [L. 23 avril 2007].

L'engagement politique offre aux acteurs des espaces de discussion de rue une opportunité de mobilité sociale. Ils se présentent donc comme un moyen de promotion socio-politique. On s'insère dans un espace de discussions pour capter des ressources économiques susceptibles d'améliorer une condition sociale difficile. Ainsi, pour un membre : « Avec la crise que nous vivons, le grin devient un espoir d'intégration économique parce que dans le grin on tisse un petit réseau de relations qui, lorsqu'il est bien maîtrisé, on peut avoir des marchés, des contrats ou un petit job ». [K. 15 septembre 2006]. A Adjamé, on ne dit pas le contraire. L'un de ces membres affirme :

Les grins sont fondés sur l'idéologie RDR. La majorité des grins qui sont dans la commune d'Adjamé là sont tous des sympathisants du RDR à tel point qu'il y a des responsables de sections qui sont membres de beaucoup de grins. Parce que le politicien a besoin de l'homme pour faire la politique. Or, en se mettant à l'écart de ses grins alors, il sera un faux politicien et il ne sera pas légitime. Il est obligé maintenant d'aller puiser sa légitimité dans les grins. C'est le cas des grands politiciens ici, des députés, des maires. Pour avoir une légitimité, il est obligé de venir en bas, aller composer avec les grins, voir de quoi les grins ont besoin.

Sinon ils font des cadeaux sporadiques ; ça peut être des paquets de sucre, des prises en charge pour aller à l'école et même des emplois même les départs à la Mecque quand le gars est bien solide et bien organisé y a rien [B. 2 mai 2007].

Un autre acteur, membre du « Congrès » témoigne à ce sujet :

En tout cas, au début, c'était dur sur moi. On était sur le terrain pour les opérations difficiles. Mais les gens ont reconnu notre travail et après les événements de Novembre 2004, un cadre du parti m'a trouvé ce boulot et ça va un peu. Je me défends maintenant. Si tu es concret sur le terrain, y a rien ; pour toi va sortir propre [L. 15 septembre 2006].

L'un des aînés d'un espace de discussions a fait appel aux jeunes diplômés qui sont au chômage pour leur offrir un emploi. Quelques-uns ont été reçus aux concours d'entrée à la Fonction publique grâce à l'intervention d'autorités pour qui ils se sont battus. Un de ceux qui ont bénéficié de cette forme de rétribution explique :

J'ai présenté le concours deux fois, j'ai échoué. J'étais très découragé à cause des problèmes de famille. Et un jour, le doyen a décidé que nous sommes tellement engagés pour la cause qu'il était temps de nous aider. Il a activé son circuit et nous sommes rentré en ordre [O. 16 septembre 2006].

Cette situation est d'autant plus intéressante qu'une catégorie d'acteurs, notamment à la Sorbonne et au TPCA, fait de ces espaces un lieu de travail. Le marché de la joute oratoire leur est favorable d'autant plus qu'il a tendance à se professionnaliser.

Par jour, ces personnes engrangent des sommes qui oscillent entre 15 000 et 20 000 FCFA sans compter les petits en-cas dont ils sont gratifiés par ceux qui les invitent. Ce sont des repas dont le menu se compose de poissons ou de viande braisés, une soupe épicée, de l'attiéké arrosés de boissons. Pendant les audiences foraines cette activité a été très florissante d'autant plus qu'ils étaient très sollicités.

Un secrétaire à l'organisation ajoute ceci :

Je n'ai rien à envier aux fonctionnaires. Je m'en sors avec de l'argent qui me permet de bien vivre. Nos responsables vivent bien nous aussi on doit faire autant.

Quand l'actualité politique se chauffe c'est une bonne période pour nous. On mobilise et on a un budget pour ça. J'ai pu même ouvrir une cabine téléphonique et un petit commerce de vente de sachets quelque part. Les patriotes ne mentent pas [T. 15 septembre 2006].

Il apparaît dès lors que l'implication dans les espaces de discussion de rue répond à des motivations personnelles. Celles-ci sont captées par les acteurs politiques qui les utilisent pour constituer un réservoir de sympathisants ou de militants. L'existence de liens entre les espaces de discussion de rue et les acteurs politiques est bien réelle. Ces relations sont des opportunités pour les partis politiques pour véhiculer les mots d'ordre dans ces espaces. L'enjeu est d'autant plus grand que ces espaces se déroulent, pour la plupart dans la rue, donc mobilise les masses.

Codes de communication et mobilité des acteurs

Les codes de communication sont l'ensemble des formes d'expression développés par les espaces de discussion de rue pour échanger. Les échangeant transparaissent à travers l'action psychologique mise en marche dans les discours et les autres pratiques.

Symbolisme des choses ou comment s'adapter au peuple pour mieux le contrôler

Nous entendons par symbolisme des choses toutes les pratiques (tenues vestimentaires, chansons, surnoms, etc.) qui ont cours dans ces espaces. C'est aussi le sens que ces acteurs donnent à ces choses.

Les tenues, les chansons, les slogans sont puisés dans l'environnement qu'ils fréquentent. De ce fait la diffusion des idéologies de la sphère politique aux populations est plus aisée.

A la Sorbonne et au Congrès, les mots *nouchi*⁸ sont au cœur de la communication. Les orateurs utilisent des expressions comme *gbaé*,⁹ *monter dans le djébèl*, *les djoukôrô*.¹⁰

Dans le rituel de communication, les acteurs parlent de « *faire les piécettes* » ou de « *donner à boire à l'orateur* ». Concernant les pièces d'argent, celles de 5, 10 et 25 FCFA sont appelés « *pièces guinéennes* » ou « *petites pièces* ». Les « *pièces métisses* » sont les pièces de 500 FCFA. Les pièces de 50 et 100 FCFA sont les « *pièces limées* » ou les « *pièces blanches* ». Les billets de banque sont les « *billéllets* » ou les « *feuilles* ». Un orateur, dont le surnom est Thabo Mbéki (nom de l'ancien Président sud-africain), explique le choix de ce style de communication :

La plupart de nos auditeurs sont jeunes et même quand ils sont vieux, ils sont cool. Ils s'adaptent. Ici, nous nous adressons au peuple. Or, toi-même tu sais que le niveau d'instruction n'est pas trop élevé ici. On rentre donc dans le style populaire pour que tout le monde puisse comprendre. L'idée est simple on prend des mots facile, que tout le monde comprend pour que le message passe plus facilement. On ne fait que s'aligner sur le niveau du peuple [TM. 4 mai 2007].

Dans les « grins », la même technique est utilisée. Le message est adapté au niveau de compréhension du groupe. Un responsable du « grin » d'Abobo témoigne :

Chez nous, y a beaucoup de gars qui sont pas allés loin à l'école. Quand ça chauffe, on descend au pays et on parle dioula et puis ça passe. Même quand on est en français, le niveau est bas. Pour nous les étudiants, c'est facile ; or, les autres, ce n'est pas toujours évident. Notre souci est que le message du parti doit passer, donc on est prêt à tout. Je t'ai parlé de cette affaire des accords de Ouagadougou, on a pris et on a expliqué un peu un peu aux gars et puis il on compris. On a peur, si on fait pas ça les gars du FPI vont les embrouiller donc nous on gère comme ça [K. 28 avril 2007].

Derrière le souci d'adaptation du discours à la compréhension des auditeurs se cache la disqualification de l'adversaire par la logomachie. Écoutons les propos d'un orateur devant son auditoire :

Quand on fait des analyses, il y a lieu de réfléchir et nous faisons des analyses en tenant compte de la position de l'adversaire. Parce que les analyses unilatérales là, ça fait que beaucoup de gens nous distraient. Donc ce que nous sommes en train de vivre là, ceux qui ont une mémoire d'éléphant vont se rappeler qu'on revient à la situation avant la 1633 de l'année dernière. Quand la 1633 est sortie, j'ai été un des premiers à dire la 1633 est mauvaise ; la 1633, c'est mauvais. C'était dans les bois. Parce que la 1633 parlait de désarmement, faire le gouvernement. Mais ça c'était du déjà vu puisque Marcoussis elle-même parlait de désarmement. Moi

je crois que le Président si il est constant, si il reste dans sa logique, le sommet de la CEDEAO, c'est un non évènement, c'est un non-sens pour lui. Parce qu'il faut pas aller là-bas pour se faire avoir lui-même, on a fini avec l'étape CEDEAO. Regardez, regardez dans la CEDEAO, qui est sérieux ? Qui est sérieux ? Compaoré ? Un gars qui n'a jamais organisé élection chez lui ? Y a qui ? Le seul qui peut être pouvait aller soutenir Gbagbo c'est Lansana Conté, lui-même là, c'est sa femme maintenant qui lave son visage quand il se réveille. Donc le débat au niveau de la CEDEAO c'est un débat qui n'a pas de sens. Ce qu'ils sont en train de mijoter, le Président est déjà au courant. Il sait comment il va contrecarrer ça. Donc personne doit être inquiet, on est déjà dans la victoire. Dans quelques jours, on va débloquent cette situation là. Actuellement ça passe ou ça casse [G. 2 octobre 2006].

La disqualification est plus violente à la « Sorbonne » et au « Congrès » lorsqu'il s'agit de la France qu'on accuse d'avoir commandité la guerre. Pour un responsable :

Le Président a tenu un grand discours hier à Lokoua. Je vous ai dit hier ici que Chirac était allé le dire, et la folie de Chirac, cette folie nous arrange, l'état de folie de Chirac arrange la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire doit utilisée cet état pour enfoncer davantage la France. Et c'est ce que le chef est en train de faire, le Président de la République hier, en répondant, parce que un grand homme, c'est ça. Chirac s'est rendu à Bucarest. Et c'est de là-bas qu'il a dit que ... il regrette la Côte d'Ivoire qui était bien au temps de Houphouët-Boigny. Lui il ne reconnaît plus la Côte d'Ivoire au temps de Laurent Gbagbo. Cette Côte d'Ivoire qui avait tout donné à la France. La France ne manquait de rien quand Houphouët-Boigny était au pouvoir. Si vous avez entendu, vous avez bien entendu la réponse du chef. Oui le temps de Houphouët Boigny là c'est fini, c'est fini, c'est fini, c'est fini, c'est fini, c'est fini ! Il faut ovationner très fort le chef, le Président Laurent Gbagbo, lui qui incarne la République et qui incarne l'Etat de Côte d'Ivoire. Le temps d'Houphouët-Boigny est fini [LG. 2 mai 2007].

Un orateur au « Congrès » résume cette logique de discours théologique et de légitimation/disqualification dans son discours dont voici un extrait :

Allô, allô. Bonsoir chers amis congressistes. Je voudrais vous demander d'acclamer Dieu Tout Puissant, vous demander également d'acclamer Laurent Gbagbo et je voudrais avec tout le respect que je vous dois, vous demander de vous acclamer vous-mêmes. Parce que depuis quatre ans les ivoiriens sortent, ils viennent écouter pour se fortifier et défendre leur patrie avec leur dernière énergie. Cela mérite d'être salué publiquement. C'est pour cela que je vous demande une fois encore de vous acclamer. Chers amis, ce soir, nous parlerons en grande partie d'actualité. Nous

parlerons des différents derniers discours du Chef de l'Etat ensuite nous parlerons du RHDP et particulièrement de Konan Bédié. Ensuite nous allons parler de la communauté internationale et particulièrement de la France. Ensuite nous allons achever notre propos par des consignes qu'on doit vous laisser. Ceci étant, chers amis, si ma feuille de route est validée, faites-le savoir avec du bruit. Bien, une fois encore, je vous salue. Je parlais des deux derniers discours de Laurent Gbagbo il faut plutôt dire trois derniers parce que, derrière vous, hier, il a fait un discours. Parce que avec Laurent Gbagbo lorsque nous parlons de discours, prenez le mot dans son sens philosophique que plutôt dans le sens littéraire, ce que nous connaissons tous. Quelqu'un qui écrit un papier devant un micro et il parle. Ici, ça c'est comme pour Konan Bédié. Laurent Gbagbo conscient, ayant confiance en soi-même, n'a pas pour habitude de préparer des discours écrits. Il parle, c'est son discours. Donc disons les trois derniers discours. D'abord le tout premier, Laurent Gbagbo disait comme ça que si jamais il n'y a pas d'élections à partir du 31 octobre 2006, lui, Laurent Gbagbo demeure Président de la République de Côte d'Ivoire, Chef d'Etat. Lorsque Laurent Gbagbo parle, il sait de quoi il parle. Hier, ATT sort donc et conteste son discours. Les gens se sont réunis au Ghana sur instruction de la CEDEAO. Première phase de la communauté internationale, la CEDEAO. Ils vont donc mandaté Eyadema à conduire des négociations entre les personnalités officielles de l'Etat de Côte d'Ivoire représenté par Laurent Dona Fologo et de l'autre côté les rebelles. A cette réunion qui a duré pratiquement cinquante-huit jours, un moment le Chef Wade prend la parole et depuis Paris où il était, il dit Lomé est un échec et comme lui c'est une marionnette de la France, lorsqu'il a dit que ceux qui ont des oreilles pour entendre et des yeux pour voir, un cerveau pour réfléchir, on doit automatiquement comprendre que c'est la France qui parlait à travers la bouche de Wade. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que la CEDEAO elle-même reconnaît qu'elle a échoué dans la recherche de la solution à la crise ivoirienne.

Alors les gars se sont rendus à Linas Marcoussis, à Linas Marcoussis la Côte d'Ivoire officielle était absente c'est-à-dire le Gouvernement. Ce sont des privés qui vont décider du sort d'une nation et ils sont partis, ils ont signé des accords qui transpirent la malhonnêteté alors lorsqu'ils sont revenus on a convoqué Laurent Gbagbo à Kléber et ses accords ont été conclus.

Dans ces accords, prenons le préambule simplement. Ces accords là reconnaissent l'existence des institutions ivoiriennes : Président, Primature, l'armée, la Grande chancellerie. Tout ce qui fonctionne était en train de fonctionner normalement. Ils ont reconnu ça. Ils ont même félicité les juristes ivoiriens pour avoir doté notre pays d'une constitution démocratique. Ça c'est écrit dans le préambule de l'accord de Linas Marcoussis. Ça veut dire Linas Marcoussis n'a jamais proposé la

suppression d'une quelconque constitution, encore moins le démantèlement d'une quelconque institution. Tous les autres accords, qu'il s'agisse de Pretoria I et II, d'Accra II et III, la résolution 1633, tous ces accords, dis-je, ont été inspirés et conçus sur la base de Linas Marcoussis. Or ce jour là, l'ONU était là, ça veut dire qu'elle prenait en charge le problème de la Côte d'Ivoire. Voilà que maintenant là le GIT, en sa dernière séance demande au Conseil de Sécurité de l'ONU de supprimer ou de suspendre la Constitution ivoirienne. En même temps, il veut qu'on remette tous les pouvoirs de l'exécutif à un éventuel Premier ministre. Gbagbo dit qu'il aura recours à l'UA et, au même moment, on convoque des assemblées de l'ONU et convoque Laurent Gbagbo personnellement pour lui dire qu'en marge des assemblées de l'ONU, il aura un mini-sommet sur la Côte d'Ivoire. Un mini sommet qui est informel parce que ça ne représente rien de légale.

Laurent Gbagbo qui est véritablement très infiltré dans les réseaux diplomatiques internationaux savait déjà qui seraient présents à cette réunion-là. Il dit : « moi je ne viens pas là-bas, je ne peux pas y aller et je ne me ferai même pas représenter ». Les gars, le lendemain, ils ont écrit sur leurs journaux : « oh Gbagbo est prêt à partir, Konan Banny est déjà parti ». Mais dans les coulisses le départ de Konan Banny à New York était un départ justifié pour Laurent Gbagbo. Laurent Gbagbo dans son entretien avec Konan Banny avant son départ, il a dit à Konan Banny, « cher ami tu dois partir à New York pour deux raisons fondamentales. Moi je n'irai pas parce que je suis autonome. Je dépends du peuple de Côte d'Ivoire. Mais toi, tu dépends de la communauté internationale, c'est elle qui t'a donné ta feuille de route, c'est elle qui veut évaluer la feuille de route, tu es obligé d'aller leur parler. Tu as ma bénédiction, vas-y ».

Les gars ont interprété donc : Gbagbo dit il va partir, Banny lui il dit il s'en va. Gbagbo dit ce n'est même pas un problème. Il est parti. Regardez quelque chose qui fait mal. La Côte d'Ivoire est un pays essentiel. C'est pas le minimum qui nous manque. Notre Premier ministre quitte la Côte d'Ivoire pour New York, il débarque à Paris. Mais de Paris pour aller à New York, mais y a beaucoup de vols, on peut payer même un milliard de transport pour le Premier ministre de Côte d'Ivoire, le trésor ivoirien est capable de payer tous les quinze jours. Mais alors, Konan Banny prend le vol à bord duquel se trouve le Président Jacques Chirac. Et ils sont ensemble dans l'avion. Mais en ce moment, à New York, à l'aéroport, on attendait l'arrivée de plusieurs Chefs d'Etat et plusieurs Chefs de gouvernements donc les atterrissages précédaient aux atterrissages. Des chefs d'Etat étaient encore là en train de remplir les formalités pour partir à leur hôtel quand l'avion de Jacques Chirac atterrit. Il descend devant les observateurs internationaux et devant eux, Konan Banny qui descend derrière lui. Les gars arrivent dans la salle et comme vous pouvez le

savoir d'avance, étaient présents dans cette salle Wade, Toumani Touré, Blaise Compaoré et Koffi Annan, Paul Kagamé, Thabo Mbéki. On dit bon, Konan Bédié, il faut parler. Bédié dit « moi là, je suis d'accord avec le GTI. Il faut qu'on supprime la Constitution et qu'on fasse un Conseil d'Etat avec les quatre grands. Curieusement, les gens manquent de formation. Qu'est ce qu'ils appellent grands ? Mais ce Conseil d'Etat, Conseil de République doit être au-dessus du Premier ministre qui aura tous les pouvoirs exécutifs. Vous-mêmes, si vous êtes des esprits normaux vous voyez ce qui est irréalisable dedans non ? Un Conseil d'Etat, un Conseil de la République avec les quatre grands mais un Premier ministre investi de tous les pouvoirs de l'exécutif. Mais moi, j'ai tous les pouvoirs de l'exécutif, vous, vous allez user de quel article pour me contredire ? Moi j'ai tous les pouvoirs de l'exécutif, vous allez me faire quoi ? Ça c'est Konan Bédié. Ensuite Soro prend la parole. Soro dit, « je suis d'accord avec un Premier ministre qui possède tous les pouvoirs de l'exécutif. Mais un Conseil de la République constitué des quatre grands. Lui aussi il est parmi les grands hein ? Wàla, il dit comme ça les quatre autres grands il est dedans.

Et ensuite ceux-là seront simplement autour du Premier ministre comme un organe consultatif. Donc le Premier ministre est au-dessus d'eux. D'abord entre eux, y a contradiction. L'autre parle de Conseil de la République au dessus du Premier Ministre, Soro parle de Conseil de la République en dessous du Premier ministre. D'abord là, les autres ne s'entendent pas. Alassane Dramane Ouattara, on lui donne la parole ; et comme lui il a un accent particulier qui ne ressemble à rien à l'accent d'un Bété, d'un Baoulé, d'un Agni, d'un Attié. Savez, dans notre pays-là, quand une ethnique parle français, que tu l'écoutes attentivement, tu sais a peu près de quelle région il est. Wàla, bon lui prend la parole, il dit ouais dans mon pays. Les gens ont un peu écouté, ils disent non. On bavarde beaucoup mais lui là il ne parle pas trop comme Bédié, comme Soro lui-même, comme Banny. Ça veut dire, lui il parle comme Balise Compaoré. Donc peut-être, bon, on est en politique, continuez. Ça veut dire d'abord lui il est suspect. Les gens ont commencé à le suspecter. Et on continue. Lui aussi il propose la suppression de notre Constitution. Il propose un Premier ministre investi de tous les pouvoirs de l'exécutif et le même Conseil de la République. On demande à Brigitte Girardin qui était là représentant de la France avec leur Delasablière qui était là. Mais Brigitte Girardin étant membre du Gouvernement, elle avait, du point de vu du protocole, elle est au-dessus de l'ambassadeur. Alors c'est elle qui prend la parole, curieuse similitude entre les revendications françaises et celles des opposants ivoiriens. Mais les gens sont bêtes, ils se posent des question : « Vous êtes venus dans le même vol, vous posez les mêmes revendications, les mêmes virgules aux mêmes endroits. Qu'est ce qui s'est passé entre vous ? » Mais entre temps, Koffi Annan voulait prendre

la parole. Le tout puissant Thabo Mbéki parce que les gens comprennent pas, la puissance, mais c'est ça là qui donne la puissance, Thabo Mbéki l'a dit. Pour ceux qui ont de la mémoire, ça fait un peu longtemps que posséder ou bien avoir un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU ne donne pas forcément la puissance. Pour être puissance, il faut avoir une économie solide, capable de résister à tous les soubresauts internationaux. Il faut donc avoir une aptitude à la maîtrise de ses populations. Alors il va ainsi dire que la France n'est pas une puissance et que lui il est une puissance.

Wàla. C'est ce Thabo Mbéki là qui prend la parole et il dit : « vous parlez, moi j'ai compris hein, je ne suis pas contre ce que vous dites : je ne suis pas non plus d'accord avec ce que vous dites. Je suis au milieu. Mais désignons d'abord quelqu'un parmi nous parce que Gbagbo n'est pas là les décisions qu'on va prendre ici, celui qui va aller les transmettre aux ivoiriens, on n'a qu'à le choisir d'abord. On dit OK. On dit bon, grand frère Bongo comme tu dis, tu es le doyen 39 ans de règne c'est pas n'importe quoi. Depuis qu'il était Président y en a parmi vous qui n'étaient même pas encore nés ; 39 ans, peut-être moi qui vous parle j'avais 2 ans en ce moment, je suis pas un enfant d'aujourd'hui hein ? Bon on dit grand frère tu vas aller, il dit non non non Gbagbo me traite de rigolo je ne vais pas rentrer dans ça il va dit pire que ça donc ce n'est pas moi.

On dit ah, bon d'accord ! Blaise comme toi tu es devenu Président de la Commission de paix et de sécurité de l'UA, tu vas aller ». Il dit : non non non. Depuis que la crise a éclaté, je n'ai jamais mis mes pieds à Abidjan. Donc moi je n'irai pas là-bas » [LDD 2 octobre 2006].

Dans les grins, on rencontre des noms comme Mangou, Yao Yao Jules, Djédjé Mady, Jack Bauer, Ado, Al Capone, Scorpion, Cobra, MI 24, Cobra, Boka Yapi. A la Sorbonne et au TPCA, ce sont Mystic, Le Prophète Jérémie, Lekota, Salam, Belga, Le Doyen Jacques, Thabo M'Béki, etc. Au TPCA, ce sont Le Sénateur, le Colonel Logbo, Mangou, Anges Kessi, Malcom X, Le Gouverneur, Le xénophobe, Le ténébreux Mbeki, etc. A la Sorbonne, Mystic et Le Prophète Jérémie sont les spécialistes des questions religieuses. Le premier se dit « détenteur de tous les secrets d'Alassane Ouattara ». Lekota est l'expert des questions militaires, et Mbéki le stratège. Il se dit génie des plans d'attaque des ennemis de la Côte d'Ivoire. Le trésorier du Congrès d'Abobo donne une explication des surnoms :

Il est rare que les orateurs eux-mêmes se donnent des noms. Ça arrive. Mais la plupart du temps, ce sont les autres qui les baptisent. On prend des noms que tout le monde connaît. Des noms qui peuvent apporter un plus dans la lutte. Thabo M'Béki qu'on appelle souvent « Le xénophobe » a pris ce nom pour se moquer des Blancs. Il est xénophobe et puis ça fait quoi ?

Les noms ont des sens ici.

On est en Afrique et chez nous on ne donne pas n'importe quel nom n'importe comment à n'importe qui. Tout doit parler [LG. 4 mai 2007].

Le sentiment religieux est beaucoup développé dans ces espaces. La religion est utilisée comme le drapeau pour préparer les personnes à recevoir le message. La plupart des populations fréquente les nombreuses églises qui sont à Abidjan. Dans les « agoras » l'argument suivant est avancé :

Le peuple ivoirien ressemble au peuple d'Israël. Il croit en Dieu. Il est très croyant ce qui fait que ... il est très sensible au message de Dieu. Alors ne soit pas étonné que ces personnes là suivent Gbagbo, le digne descendant du roi David. Devant le Goliath de la France il a tenu bon, devant même l'ONU il tient. Parce qu'il a Dieu avec lui. Regarde il a reçu le don de sagesse du Saint esprit, c'est à cause de ça qu'il a réussi, seul, à faire aboutir les accords de Ouagadougou pour que lui et son petit Soro Guillaume s'entendent [LG. 4 mai 2007].

Le discours est devenu théologique. Au Congrès l'un des acteurs a déclaré à ce propos au cours d'une intervention :

Chers congressistes, ce soir on va parler de deux choses. La première chose c'est la parole que Chirac a prononcée hier. Chirac dit qu'il est désespéré, que lui, il n'a plus d'espoir, on va parler de ça et la deuxième intervention va concerner un peu le Président. Gbagbo dit qu'il n'est pas le Gouverneur, ni le Sous-préfet, ni le Préfet de quelqu'un. Donc il est un Chef d'Etat élu par son peuple. On va parler de ça et comme Gbagbo l'a dit, les gens vont dire demain que Gbagbo encore c'est un boulanger. Il dit oui aujourd'hui, demain il dit non. Un jour je vous ai déjà dit ça, que nous les chrétiens ; quand un chrétien se lève le matin, chaque matin, il va voir le boulanger spirituel qui est Dieu et, avant de prier, il dit : « père donne nous aujourd'hui notre pain du jour ». Dieu est le premier boulanger. Donc si Dieu est le premier boulanger et qu'on dit de Gbagbo qu'il est un boulanger, c'est Gbagbo aussi est un envoyé de Dieu. Donc Dieu a son esprit sur Gbagbo et personne ne peut avoir Gbagbo sur lequel Dieu a mis sa main et qui fait que les ennemis de la Côte d'Ivoire ne peuvent pas avoir raison de lui. Chirac dit qu'il est désespéré parce que à Marcoussis tout était prêt pour éliminer politiquement Gbagbo [LM. 2 mai 2007].

Dans les « grins », le même discours est tenu au sujet du leader du parti du RDR. Koné, membre d'un « grin » témoigne : « C'est Dieu seul qui a protégé ADO jusqu'à présent. Sans Dieu, il était mort. Plusieurs fois, on a voulu le tuer ; mais les prières des vieux le protègent. C'est à cause de ça que toutes les attaques ne marchent pas. Il est venu pour nous aider. Dieu peut pas le laisser seul, ce n'est pas possible » [K. 3 mai 2007].

La peur est la méthode la mieux partagée entre ces espaces. Il s'agit de créer la peur chez les auditeurs en leur promettant que la seule solution est leur leader politique. A propos des accords de Ouagadougou, Mystic affirme : « Moi je leur ai dit, la seule solution, c'est celle donnée par Gbagbo. Après ça c'est la guerre. Dieu l'a dit » [M. 5 mai 2007].

Lekota, spécialiste des questions militaires à la « Sorbonne » a prévenu : « Si ça ne marche pas, ce sera terrible. La seule solution est le médicament de Gbagbo. C'est lui, il connaît ce qui est bon pour son peuple qu'il connaît et qui le connaît. Les Premiers ministres bizarres qu'on choisit bêtement là, c'est fini, ça vient de nous et c'est Gbagbo qui donne » [L. 5 mai 2007].

Le message ne varie pas dans les « grins ». A Adjamé on dit ceci : « Si cette guerre-là continue, ils vont voir. Façon ils ont reculé pendant audiences foraines là, c'est petit. Ca va être la mort partout. Le pays est foutu depuis longtemps et on leur dit que c'est ADO la solution. Le FPI a échoué » [B. 2 mai 2007].

L'adaptation au peuple passe également par la co-construction du discours des acteurs politiques à travers l'interprétation des productions de la presse. Les messages véhiculés dans les journaux (souvent) créés par les partis sont relayés dans les espaces par les orateurs. Le « Congrès » et la « Sorbonne » se sont dotés d'une véritable bibliothèque où une revue de presse quotidienne est faite.

Instruits de l'actualité, les orateurs peuvent s'adresser aux auditeurs en privilégiant les points de vue des partis politiques autour desquels ils gravitent. Ainsi Le prophète Jérémie soutient : « Un orateur ne peut pas prendre la parole sans avoir lu les journaux, c'est dangereux. C'est une technique simple utilisée pour connaître l'adversaire et se préparer. On lit pour passer le message de Gbagbo et on lit pour bloquer le message des opposants-rebelles » [J. 5 mai 2007].

Dans les « grins », on lit la presse pour se documenter aussi. Koné le confirme en ces mots : « Nous là on lit les journaux, on va sur Internet pour se *ghoro*. Si tu lis pas pour savoir ce qui se passe. Si tu n'écoutes pas les RFI et les BBC là, tu vas avoir quoi ? Il faut lire et puis se *djober*, si tu as l'argent même, il faut payer livre » [K. 2 mai 2007].

Mobilité des acteurs

Les idéologies se propagent avec les mouvements des acteurs des espaces de discussion de rue. On distingue deux types de mobilités : la première qui s'effectue dans le District d'Abidjan est la mobilité interne. La seconde qui se pratique entre la capitale et les communes

de l'intérieur du pays est la mobilité externe. Cette mobilité des hommes et des idées permet de construire et de véhiculer dans le corps social les idéologies particulières défendues par les espaces.

Le contexte sociopolitique a exacerbé les antagonismes autour de l'identité nationale et de la patrie. De ce fait, chaque espace diffuse la perception du parti auquel il est affilié. Le FPI développe une idéologie nationaliste qui n'autorise pas l'intégration et l'assimilation des groupes étrangers. Il propose l'alternative de la lutte pour défendre les institutions de la Nation. En revanche, l'opposition qui fait la promotion du libéralisme avance l'idée de l'ouverture.

L'étranger est vu non pas comme une menace mais comme un partenaire au développement. Un membre du « grin » d'Abobo souligne cette dernière idéologie en ces termes : « Nous avons toujours été pour l'ouverture, comme notre leader d'ailleurs. La Côte d'Ivoire s'est construite avec l'aide des non nationaux. Ils viennent nous aider et non nous manger » [K. 2 mai 2007].

La mobilité interne

L'ouverture des espaces de discussion de rue aux acteurs politiques s'effectue également par la mobilité de ces animateurs. Ils se déplacent avec les idéologies politiques qu'ils disséminent dans leurs mouvements. Ils sont expressément envoyés en « mission pour achever l'action de propagande des partis politiques.

Les grins exercent dans des quartiers, mais il arrive parfois que, du fait de certaines activités professionnelles, familiales ou scolaires de leurs membres, l'idéologie qu'ils ont adoptée se déplace d'une aire géographique à une autre. L'un des aînés d'un grin explique cette situation :

Ici, les gars bougent beaucoup. Il y a certains qui quittent Abobo ou Yopougon pour se retrouver ici. On n'est pas souvent membre d'un seul grin. Ça dépend de la disponibilité. Je choisis un grin selon ma disponibilité, que je fréquente, je cause avec eux. C'est intéressant parce qu'il y a des jours où, quand tu vas ailleurs, tu apprends des choses que tu ne savais pas. En tout cas, sur ce côté, c'est bon. Et puis ça fait que, de plus en plus, tu connais de nouveaux gars. Pendant les audiences foraines, on appelait ceux de l'autre côté pour avoir le point de la situation. C'est là qu'on a appris qu'ils se sont battus avec les patriotes. Ce jour là, on les a assistés moralement d'abord, ensuite une délégation est allé les voir pour soutenir les parents blessés et leur demander de tenir bon [J. 13 septembre 2006].

La mobilité physique des acteurs s'observe aussi à la Sorbonne et au TPCA. En effet, on retrouve les mêmes orateurs dans les deux espaces

qu'ils fréquentent parfois le même jour. Les activités de ces deux espaces ne se déroulent pas au même moment dans ces lieux. Cela donne la possibilité à un orateur d'intervenir à la Sorbonne l'après-midi entre 11 h et 14 h et de prendre la parole au TPCA dans l'intervalle de 16 h à 19h. Il en est de même pour l'auditoire qui se déplace aussi. Il a été donné d'identifier certaines personnes venues assister aux délibérations du TPCA et à la Sorbonne. Un animateur confirme ce constat dans ces propos : « Le même orateur que vous avez vu au Plateau vous pouvez le rencontrer le même jour à Yopougon, à Port Bouët ou bien à Koumassi. Il peut faire deux ou trois espaces par jour. Il commence à la Sorbonne le matin à 9 h ou 10 h, l'après-midi à 16 h il peut aller là bas pour intervenir s'il est sollicité » [K. 13 septembre 2006].

La mobilité externe

La mobilité des orateurs ne se limite pas aux différentes communes d'Abidjan. Elle se déploie hors des frontières du District d'Abidjan. Les orateurs sont souvent envoyés en mission dans des villes de l'intérieur à l'initiative de la Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire (FENAPCI) ou de certains acteurs politiques. Ces derniers ont utilisé les talents d'orateurs et la renommée qu'ils se sont forgée parfois dans ces mêmes villes pour construire la vision du FPI pendant les audiences foraines. La maîtrise du terrain a été d'un atout inestimable dans la diffusion d'une idéologie, notamment dans le déclenchement des affrontements.

Le 1^{er} Secrétaire à l'organisation d'un de ces deux espaces explique la mission de ces orateurs :

Ils ne sont pas en grand nombre. Ils vont à l'intérieur sur invitation des parlements et agoras de l'intérieur tel que San-Pédro, Divo, Gagnoa, Abengourou, Daloa, Adzopé, Issia et Agboville. C'est grâce à eux que l'intérieur a été couvert dans cette période. Ils voyagent beaucoup. Ils ont accompagné les hommes politiques dans leur tournée de mobilisation pendant les audiences foraines [P. 13 septembre 2006].

La mobilité des orateurs et des autres participants facilite la propagation de l'information politique. On le constate, les espaces de discussion de rue constituent une arme de choix dans l'action psychologique. Ils servent de relais aux messages politiques des leaders des partis qui animent le champ politique. Pour ce faire, ils co-construisent le discours de ces hommes. Cette fonction de co-construction s'effectue également à l'aide de la presse en interprétant les articles des journalistes. Il importe de retenir que les médias alimentent la base de données de ces espaces. Ces discours deviennent

performants lorsque les acteurs, notamment les orateurs, les chargent de mots, de slogans, visant à provoquer les sentiments recherchés. La rhétorique manichéenne suivante est construite : ami/ennemi, loyaliste/assaillant, étranger/autochtone. Le mouvement des idéologies est facilité par la mobilité des acteurs des espaces de discussion de rue. En effet, les orateurs, les auditeurs, les membres se déplacent pour porter l'information.



5

Conclusion

L'histoire des espaces de discussion de rue est liée aux mutations socio-politique et militaire que la Côte d'Ivoire connaît depuis les années 1980. En raison de la guerre, ces espaces se sont multipliés en se scindant en deux blocs. Les « grins », proches de l'opposition particulièrement du RDR et les « agoras », « parlements », « Congrès » qui partagent l'idéologie du parti au pouvoir. Leur positionnement politique les range aux côtés des formations politiques qui les utilisent pour diffuser les idéologies particulières qu'elles développent.

La diffusion des idéologies nationalistes et libérales se décline à travers les interconnexions qui existent entre les acteurs politiques et les espaces de discussion de rue. L'observation de la trajectoire socio-politique des membres de ces espaces permet de déceler une congruence entre les logiques des hommes politiques et leurs attentes. L'entretien des espaces de discussion de rue dépend, en majeure partie, de l'appui financier et matériel qu'ils reçoivent des acteurs politiques. Tout ceci fait de ces organisations des espaces de mobilisation politique convoités par les entrepreneurs politiques qui mesurent tout le parti qu'ils peuvent tirer d'elles.

Les codes de communication inventés par ces espaces leur permettent de créer des circuits de distribution de l'information politique dans le corps social. Le travail de co-construction du discours politique s'appuie sur une réinterprétation qui fait appel à la logomachie ou à l'autorité. La performance de ces réseaux transparait également dans la mobilité physique des acteurs.

On peut donc avancer que les espaces de discussion de rue sont une nouvelle forme d'instrument de mobilisation électorale et de dynamique protestataire. Les enjeux politiques qui sont en présence dans cette période de crise permettent de mesurer l'intérêt de leur action.

Notes

1. Ces propos sont de certains cadres de l'ouest rapportés par Notre voie n° 731 du 19 octobre 2000/3.
2. Il est important de souligner que Touré Moussa, plus connu sous le nom de « Zéguen » est l'ancien chef du GP.
3. Les maquis sont des espaces de restauration où la nourriture est vendue à moindre coût.
4. La « guerre du ET et du OU » est le débat qui a opposés les partisans de l'idéologie nationaliste, favorables à l'ajout de la conjonction de coordination « et » dans la constitution pour empêcher le leader du RDR de se présenter aux élections présidentielles d'octobre 2000 et ceux, proches du RDR qui étaient pour le « ou », en général, les militants du RDR qui voulaient obtenir la validation de la candidature de leur Président.
5. Yô rô signifie en langue malinké endroit, zone ou secteur.
6. Les comités sont des tournois de football organisés pendant les grandes vacances scolaires par des adultes pour occuper les jeunes. Ils mettent en compétition des quartiers différents.
7. Djolème est un mot « sénoufo » qui signifie les paroles anciennes.
8. Argot ivoirien, savant mélange de français et de langues locales ou étrangères.
9. Gbaé signifie parler.
10. Le djoukôrô, mot malinké qui signifie « qui est caché ». Ici il désigne donc le scoop, l'information fraîche dont raffole l'auditoire et qui a fait la célébrité de l'orateur Thabo Mbéki.



Bibliographie

- Ammi-Oz, Mosha, 1975, « L'évolution de la place et du rôle des forces publiques africaines », *Revue française d'études politiques africaines*, Volume 12 #135, pp. 59-76.
- Bahi, A., 2003, « La Sorbonne d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public » in *Revue Africaine de Sociologie* 7 (1), pp. 1-18.
- Bédié, H.K., 1999, *Les chemins de ma vie*, Paris, Plon, 247 p.
- Bouquet, C., 2003, « Etre étranger en Côte d'Ivoire : la nébuleuse "Dioula" » in *Géopolitique Africaine* (9), pp. 27-42.
- Chauveau, Samuel, 2003, « La situation de guerre dans l'arène villageoise. Un exemple dans le centre ouest ivoirien » in *Politique africaine* (89), pp. 12-33.
- Curdiphe, 1996, « L'ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du président Henri Konan Bédié » disponible en ligne sur <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/078065.pdf>.
- Kiefer, G-A, 2000, « Armée ivoirienne : le refus du déclassé » in *Politique Africaine* (78), Paris, Khartalla, pp. 26-44.
- Konaté, Y., 2003, « Les enfants de la balle. De la FESCI aux mouvements de patriotes » in *Politique Africaine* (98), Paris, Khartalla, pp. 49-70.
- Kouakou, N.F., 1982, « Le maquis abidjanais : un lieu de restauration ou de conscientisation ? » in *Kasa bya kasa* (1), pp. 121-155, disponible en ligne sur <http://www.ajol.info/index.php/asr/article/viewFile/23127/19899>.
- Leimdorfer, F., 1999, « Enjeux et imaginaires de l'espace public à Abidjan » in *Politique Africaine* (74), Paris, Khartalla, pp. 51-75.
- Soro G., 2005, *Pourquoi je suis devenu un rebelle, La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, Hachette Littératures, 173 p.
- Theroux-Benoni, L. et Bahi, A., 2006, « A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne... » in *Les frontières de la citoyenneté et la violence politique en Côte d'Ivoire*, E Sall and J.-B. Ouédrogo, eds, Dakar, CODESRIA.
- Vidal, C., 2003, « La brutalisation du champ politique ivoirien, 1990-2003 » in *Revue africaine de sociologie* 7 (2), pp. 45-57.
- Wanep, 2006, *Les rebelles patriotiques : architectes d'un nouveau type de patriotisme en Afrique de l'Ouest ?*, Accra, 20 p.

Journaux consultés

24 Heures du 6 novembre 2006

Fraternité matin du mardi 21 octobre 2003

Fraternité Matin n° 12190 du 28 juin 2005

Fraternité Matin n° 12320 du 2 décembre 2005

Le Courrier d'Abidjan, du 17 juin 2005

Le Jour plus n° 0115 du vendredi 14, Samedi 15, Dimanche 16 novembre 2003

Le jour n° 0120 du vendredi 21. Samedi 22. Dimanche 23 novembre 2003

L'Inter n° 1500 du jeudi 8 mai 2003

L'Inter n° 390 du 26 juin 2003

L'Inter n° 1547 du samedi 5 et dimanche 6 juillet 2003

L'Inter n° 1726 du lundi 9 février 2004

L'Inter n° 2040 du lundi 28 janvier 2005

Notre voie n° 731 du 19 octobre 2000/3